



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°BFC-2021-125

PUBLIÉ LE 19 OCTOBRE 2021

# Sommaire

## **ARS Bourgogne Franche-Comté /**

BFC-2021-10-18-00001 - Arrêté ARS/BFC/DS/2021/012 en date du 18 octobre 2021 portant renouvellement de la la liste des membres de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Bourgogne-Franche-Comté (CRSA) (13 pages)

Page 3

## **Direction départementale des territoires de la Saône-et-Loire / Économie Agricole**

BFC-2021-05-10-00143 - Contrôle des Structures agricoles - Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter de la SCEV DOMAINE FEUILLAT-JUILLOT à Montagny-lès-Buxy (1 page)

Page 17

BFC-2021-05-10-00142 - Contrôle des Structures agricoles - Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter de M. Guillaume MEILLERAND à Melay (1 page)

Page 19

BFC-2021-05-10-00144 - Contrôle des Structures agricoles - Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter de M. Régis LABONDE à Cordesse (1 page)

Page 21

BFC-2021-06-24-00007 - Contrôle des Structures agricoles - Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter du GAEC BERGER AUMEUNIER à Melay (1 page)

Page 23

BFC-2021-06-24-00008 - Contrôle des Structures agricoles - Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter du GAEC BOUCAUD LAMURE à Chauffailles (1 page)

Page 25

BFC-2021-05-06-00013 - Contrôle des Structures agricoles - Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE NAY à Tramayes (1 page)

Page 27

BFC-2021-06-24-00009 - Contrôle des Structures agricoles - Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU MONT DARDON à Uxeau (1 page)

Page 29

## **DRAAF Bourgogne Franche-Comté /**

BFC-2021-10-12-00019 - Schéma directeur régional des exploitations agricoles (24 pages)

Page 31

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2021-10-18-00001

Arrêté ARS/BFC/DS/2021/012 en date du 18  
octobre 2021 portant renouvellement de la la  
liste des membres de la conférence régionale de  
la santé et de l'autonomie de  
Bourgogne-Franche-Comté (CRSA)



**Arrêté n° A.R.S. BFC/DS/2021/012  
en date du 18.10.2021  
portant renouvellement de la liste  
des membres de la Conférence  
Régionale de la Santé et de  
l'Autonomie de Bourgogne-Franche-  
Comté**

**Le Directeur général  
de l'Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté**

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L.1432-4; D.1432-28 à D.1432-32, D.1432-44 à D.1432-53 et L.1114-1 ;

**Vu** le décret du 8 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Pierre PRIBILE, en qualité de Directeur général de l'Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté,

**Vu** le décret du 28 juin 2021 relatif à la conférence régionale de la santé et de l'autonomie et modifiant sa composition,

**Considérant** les désignations et propositions faites au Directeur général de l'Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté,

**Vu** l'arrêté A.R.S.BFC/DS/2021/010 du 30 septembre 2021 fixant la liste des membres de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Bourgogne-Franche-Comté est composée de 109 membres au plus ayant voix délibérative auxquelles s'ajoutent les présidents des Conseils Territoriaux de Santé (CTS) ;

**Article 2** : le Président de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Bourgogne-Franche-Comté, Monsieur Emmanuel RONOT, a été élu au cours de la séance d'installation du 11.10.2021 ;

**Article 3** : sont membres de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Bourgogne-Franche-Comté, au titre des collègues :

## 1°- Un collège des représentants des collectivités territoriales du ressort géographique de l'agence

### a) Trois Conseillers régionaux désignés par le Président du Conseil régional

- Madame Françoise TENENBAUM, Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, suppléée par
  1. Madame Anne-Marie DUMONT, Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté
  2. Monsieur Loïc NIEPCERON, Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté
- Madame Francine CHOPARD, Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, suppléée par
  1. Monsieur Mathieu GUINEBERT, Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté
  2. Monsieur Hicham BOUJILAT, Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté
- Madame Sandra IANNICELLI, Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté, suppléé par
  1. Monsieur Gilles DEMERSSEMAN, Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté
  2. En cours de désignation

### b) Le Président du Conseil départemental, ou son représentant, de chacun des départements du ressort

- Madame Emmanuelle COINT, représentante du Président du Conseil Départemental de la Côte d'Or, suppléée par
  1. Madame Christine BLANC, Conseil départemental de la Côte d'Or
- Monsieur Denis LEROUX, représentant de la Présidente du Conseil départemental du Doubs, suppléé par
  1. Madame Patricia LIME-VIEILLE, Conseil départemental du Doubs
  2. Madame Marie-Laure DALPHIN, Conseil départemental du Doubs
- Madame Florence MAUPOIL, représentante du Président du Conseil Départemental du Jura, suppléée par
  1. Madame Maryvonne CRETIN-MAITENAZ, Conseil Départemental du Jura
  2. Madame Françoise VESPA, Conseil Départemental du Jura
- Madame Justine GUYOT, représentante du Président du Conseil départemental de la Nièvre, suppléée par :
  1. Madame Maryse AUGENDRE, Conseil départemental de la Nièvre
  2. Madame Véronique MAHA-KHOURI, Conseil départemental de la Nièvre
- Madame Claudy CHAUVELOT-DUBAN, représentante du Président du Conseil départemental de Haute-Saône, suppléée par
  1. Madame Isabelle ARNOULD, Conseil départemental de Haute-Saône
  2. Madame Marie-Claire FAIVRE, Conseil départemental de Haute-Saône
- Monsieur Dominique LOTTE, représentant du Président du Conseil départemental de Saône et Loire, suppléé par
  1. Monsieur Lionel DUPARAY, Conseil départemental de Saône et Loire
- Monsieur Gilles PIRMAN, représentant du Président du Conseil départemental de l'Yonne, suppléé par
  1. Monsieur Christophe BONNEFOND, Conseil départemental de l'Yonne
  2. Monsieur Michel DUCROUX, Conseil départemental de l'Yonne
- Le Président du Conseil départemental du territoire de Belfort ou son représentant, suppléé par
  1. En cours de désignation
  2. En cours de désignation



**c) Trois représentants des groupements de communes du ressort, désignés par l'Assemblée des communautés de France**

- En cours de désignation
  1. En cours de désignation
  2. En cours de désignation
- En cours de désignation
  1. En cours de désignation
  2. En cours de désignation
- En cours de désignation
  1. En cours de désignation
  2. En cours de désignation

**d) Trois représentants des communes du ressort, désignés par l'Association des Maires de France**

- Madame Marie-Claude JARROT, Maire de Montceau les Mines, suppléée par
  1. Monsieur Thierry MARCIAN, Maire de Fêche-l'église
  2. Madame Cécile BECKER, Maire d'Arquian
- Monsieur Pierre GORCY, vice-président de la communauté d'agglomération de Vesoul, suppléé par
  1. Monsieur Gilles CARRE, Maire de Couchez
- Monsieur Gilles SPICHER, Adjoint au maire de Besançon, suppléé par
  1. Madame Bernadette MONNIER, Maire de Joigny
  2. Monsieur Jérôme CORDELIER, Maire de Conliège

**2°- Un collège des représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux**

**a) Huit représentants des associations agréées au titre de l'article L. 1114-1, désignés à l'issue d'un appel à candidature organisé dans des conditions fixées par le Directeur général de l'Agence régionale de santé**

- Madame Christiane BAILLY, Génération Mouvement 89, suppléée par
  1. Madame Marie BERTIN, ARUCAH BFC - 21
  2. Madame Juliette PONT, SOS Hépatites 58
- Madame Anne-Marie BONNOT, URAF- 71, suppléée par
  1. Madame Odile JEUNET, ARUCAH BFC - 25
  2. Madame Catherine VERNE, URAF BFC - 89
- Monsieur Serge LECOMTE, ARUCAH BFC – 25, suppléé par
  1. Monsieur Michel DASRIAUX, France Alzheimer 21
  2. Madame Josette HARSTRICH, Génération Mouvement 71
- Monsieur Emmanuel BODOIGNET, AIDES 21, suppléé par
  1. Madame Régine HUMBERT, UFC Que Choisir 71
  2. Madame Céline RELIOUX, AFM Téléthon - 21
- Madame Marie-Catherine EHLINGER, France Assos Santé Bourgogne-Franche-Comté, suppléée par
  1. Monsieur Richard MARTINEZ, ARUCAH BFC – 70
  2. Monsieur Jean CASTIGLIONI, Génération Mouvement 89
- Madame Mireille LOBREAU, JALMALV Bourgogne, suppléée par
  1. Madame Sylvie VIALET, APF 71
  2. Madame Nadège LECUYER, Initiativ 'Retraite Franche-Comté

- Monsieur Robert YVRAY, AFD BFC, suppléé par
  1. Monsieur Bernard DRUJON, AFD 89
  2. Monsieur Martial PARRENIN, APEI 39
- Monsieur Cheikh CHERFAOUI, UDAF 90, suppléé par
  1. Monsieur Denis GUENAUD, URAF – 21
  2. Madame Françoise PLASSARD, URAF - 21

**b) Quatre représentants des associations de retraités et personnes âgées, désignés par le Directeur général de l'Agence régionale de santé sur proposition des Conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA) mentionnés à l'article L. 149-1 du code de l'action sociale et des familles**

- Madame Françoise BARBIER, UNSA 25, suppléée par
  1. En cours de désignation
  2. En cours de désignation
- Madame Francine GRAF, UD CGT retraités, suppléé par
  1. En cours de désignation
  2. En cours de désignation
- Monsieur Francesco MEROTTO, UTR CFDT du Territoire de Belfort, suppléé par
  1. Madame Jacqueline MICHEL, UTR CFDT du Territoire de Belfort
  2. En cours de désignation
- En cours de désignation, suppléée par
  1. En cours de désignation
  2. En cours de désignation

**c) Quatre représentants des associations des personnes handicapées, dont une intervenant dans le champ de l'enfance handicapée, désignés par le Directeur général de l'Agence régionale de santé sur proposition des Conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA) mentionnés à l'article L. 146-2 du code de l'action sociale et des familles**

- Monsieur Philippe BEAUCHEMIN, France Handicap 89, suppléé par
  1. En cours de désignation
  2. En cours de désignation
- Madame Patricia AUBRY, CFDT UTR 70, suppléée par
  1. En cours de désignation
  2. En cours de désignation
- En cours de désignation, suppléé(e) par
  1. En cours de désignation
  2. En cours de désignation
- En cours de désignation, suppléé(e) par
  1. En cours de désignation
  2. En cours de désignation

**3°- Le Président de chaque conseil territorial de santé ou son représentant.**

- Monsieur Gérard LARCHE, Président du CTS de la Côte d'Or, suppléé par
  1. Monsieur Laurent GARNAULT, CTS de la Côte d'Or
- Monsieur Xavier BUCHHOLTZ, représentant le Président du CTS de la Nièvre, suppléé par
  1. Madame Nathalie MARTIN, CTS de la Nièvre
  2. Monsieur Jean-Claude COSTA, CTS de la Nièvre



- Madame Michèle LE GOFF, représentante du Président du CTS de l'Yonne, suppléée par
  1. Monsieur Adel BOUAKLINE, CTS de l'Yonne
  2. Madame Catherine JOCHMANS - MORAINÉ, CTS de l'Yonne
- Monsieur Rémy REBEYROTTE, Président du CTS de la Saône et Loire, suppléé par
  1. En cours de désignation
  2. En cours de désignation
- Madame Lydie LEFEBVRE, représentante du Président du CTS du Doubs, suppléée par
  1. Monsieur José GOMES, CTS du Doubs
- Monsieur Bruno TOURNEVACHE, Président du CTS du Jura, suppléé par
  1. Monsieur Guillaume DUCOLOMB, CTS du Jura
- Monsieur Luc BENET, Président du CTS de la Haute-Saône, suppléé par
  1. En cours de désignation
  2. En cours de désignation
- Monsieur Loïc GRALL, Président du CTS Nord Franche-Comté, suppléé par
  1. Monsieur Arnaud REMOND, CTS Nord Franche-Comté

#### 4°- Un collège des partenaires sociaux

##### a) Cinq représentants des organisations syndicales de salariés représentatives désignés par celles-ci, sur proposition de leurs instances régionales

- Madame Daphné DEAS, CFTC Bourgogne-Franche-Comté, suppléée par
  1. Monsieur Philippe PERRUCHON, CFTC Bourgogne-Franche-Comté
  2. Madame Marie-Louise GRANDPERRIN, CFTC Bourgogne-Franche-Comté
- Monsieur Patrick BRUET, FO, suppléé par
  1. Madame Anne LAUBY, FO
  2. Monsieur Francis GLINEUR, FO
- Madame Aline BISSON, CFDT Bourgogne-Franche-Comté, suppléée par
  1. Monsieur Norbert MARTEAU, CFDT Bourgogne-Franche-Comté
  2. Madame Christine PELLETIER, CFDT Bourgogne-Franche-Comté
- Monsieur Alain CHALLOT, CGT Bourgogne Franche-Comté, suppléé par
  1. Madame Véronique DEGOIX-GUTTIN, CGT Bourgogne Franche-Comté
  2. Monsieur François THIBAUT, CGT Bourgogne Franche-Comté
- Docteur Emmanuel FLORENTIN, CFE-CGC Bourgogne Franche-Comté, suppléé par
  1. Madame Isabel MONTEIRO, CFE-CGC Bourgogne Franche-Comté
  2. Monsieur Olivier LAURENT, CFE-CGC Bourgogne Franche-Comté

##### b) Trois représentants des organisations professionnelles d'employeurs représentatives désignés au niveau national et interprofessionnel, désignés par celles-ci, sur proposition de leurs instances régionales

- Monsieur Arnaud GOGUILLOT, CPME Bourgogne - Franche-Comté, suppléé par
  1. Monsieur David CASSIER, CPME Bourgogne-Franche-Comté
  - 2.
- Monsieur Yves BARD, U2P Bourgogne-Franche-Comté, suppléé par
  1. Monsieur Jean-Marc THIRION, U2P Bourgogne-Franche-Comté

- Madame Lucie GABRIELLI, MEDEF Bourgogne-Franche-Comté, suppléée par
  1. Madame Alexie GAUTHIER, MEDEF Bourgogne-Franche-Comté

**c) Un représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales, désigné par le Directeur général de l'Agence régionale de santé sur la proposition conjointe de la chambre des métiers et de l'artisanat de Région, de la chambre régionale de commerce et d'industrie et d'une organisation représentative des professions libérales**

- En cours de désignation, suppléé par
  1. En cours de désignation
  2. En cours de désignation

**d) Un représentant des organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles, désigné par la chambre régionale de l'agriculture**

- Monsieur Guy CIRON, Chambre régionale d'agriculture BFC, suppléé par
  1. Madame Virginie BRION, Chambre régionale d'agriculture BFC
  2. Monsieur Gilles DUQUET, Chambre régionale d'agriculture BFC

**5°- Un collège des acteurs de la cohésion et de la protection sociales**

**a) Deux représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité, désignés à l'issue d'un appel à candidature organisé dans des conditions fixées par le Directeur général de l'Agence régionale de santé**

- Madame Marina BASTIEN, Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS), suppléée par
  1. Monsieur Gilles VULLIN, FAS
- Monsieur Olivier DELALANDE, Les Invités au Festin, suppléé par
  1. Madame Annie FAVRET, Association Haut-Saônoise de Réinsertion et d'Accompagnement (A.H.S.R.A)

**b) Au titre de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles mentionnée à l'article R. 221-9 du code de la sécurité sociale, un représentant de la caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (CARSAT)**

- Monsieur Francis LEBELLE, CARSAT Bourgogne et Franche-Comté, suppléé par
  1. Madame Nathalie MOORE, CARSAT Bourgogne et Franche-Comté
  2. Madame Nathalie JACOTOT, CARSAT Bourgogne et Franche-Comté

**c) Un représentant des caisses d'allocations familiales, désigné par le conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales dans le ressort de laquelle est situé le siège de l'agence régionale de santé**

- Madame Martine WESOLEK, CAF de la Nièvre, suppléée par
  1. Monsieur Vincent LAFAY, CAF de la Saône-et-Loire
  2. Monsieur Antoine PIRES, CAF de la Haute-Saône

**d) Un représentant de la mutualité française, désigné par le Président de la Fédération nationale de la mutualité française**

- Monsieur François COLAS DES FRANCS, Mutualité Française Bourgogne-Franche-Comté, suppléé par
  1. Madame Béatrice BARNAY, Mutualité Française Bourgogne-Franche-Comté
  2. Monsieur Stéphane LOUVET, Mutualité Française Bourgogne-Franche-Comté

**e) Le directeur d'organisme, représentant, au niveau régional, les régimes d'assurance maladie dont la caisse nationale est membre de l'union nationale des caisses d'assurance maladie, désigné par le directeur général de l'union nationale des caisses d'assurance maladie ou son représentant**

- Docteur Patricia PEYCLIT, directrice coordonnatrice régionale de la Gestion du Risque, Médecin conseil régional, BFC suppléée par
  1. Monsieur Michaël BRAIDA, sous-directeur coordination régionale de la Gestion du Risque
  2. Monsieur Lilian VACHON, directeur CPAM Côte-d'Or

**f) Un représentant des établissements ou services qui assurent l'accueil et l'accompagnement de personnes confrontées à des difficultés spécifiques mentionnés au 9° de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, désigné par le directeur général de l'agence régionale de santé**

- Madame Violaine DESLOGES, Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS), suppléée par
  1. Madame Véronique BAILLET, FAS
  2. Monsieur Najid GHORZI, FAS

**6°- Un collège des acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé**

**a) Deux représentants des services de santé scolaire et universitaire, désignés par le Recteur d'académie du chef-lieu de région**

- Madame Virginie BOUTOLLEAU, Rectorat de l'académie de Besançon, suppléée par
  1. Docteur Corinne LESUEUR-CHATOT, Université de Franche-Comté
  2. Professeur Alexis de ROUGEMONT, Université de Bourgogne
- Madame Marie MELIN, Rectorat de l'académie de Dijon, suppléée par
  1. Docteur Sylvie CUBILLE, Rectorat de l'académie de Dijon
  2. Docteur Isabelle RISOLD-FAIVRE, Rectorat de l'académie de Besançon

**b) Deux représentants des services de santé au travail, désignés par le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS)**

- En cours de désignation, suppléé par
  1. En cours de désignation,
  2. En cours de désignation,
- En cours de désignation, suppléé par
  1. En cours de désignation,
  2. En cours de désignation,

**c) Deux représentants des services départementaux de protection et de promotion de la santé maternelle et infantile, désignés par le président du Conseil départemental dans le ressort duquel est situé le siège de l'Agence régionale de santé**

- Madame Christine BARBIER, directrice générale adjointe Solidarités, suppléée par
  1. Monsieur Jacques ENGEL, adjoint à la DGA Solidarités
  2. Monsieur Jérôme PELISSIER, directeur de l'accompagnement à l'autonomie
- Monsieur Frédéric TRIVIAUX, directeur Parentalité, Enfance, Culture, Sports, suppléé par
  1. Madame Bernadette MATROT-GRUER, adjointe
  2. Madame Line VIVIEN, cheffe du service Protection maternelle et infantile

**d) Deux représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, la prévention ou l'éducation pour la santé, désignés par le Directeur général de l'Agence régionale de santé, dont un œuvrant dans le domaine médico-social ou de la cohésion sociale**

- Docteur Isabelle MILLOT, Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé Bourgogne Franche-Comté (IREPS Bourgogne - Franche-Comté), suppléée par
  1. Docteur Françoise CUSIN, Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie 21 (ANPAA)
  2. Monsieur Michel ROY, Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé Bourgogne Franche-Comté (IREPS Bourgogne - Franche-Comté)
- Madame Mathilde BIBOUDA, Centre régional d'études, d'actions et d'informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité (CREAI Bourgogne-Franche-Comté), suppléée par
  3. Monsieur Gilles DESCHAMPS, Mutualité Française Bourgogne-Franche-Comté
  4. En cours de désignation

**e) Un représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé, de l'enseignement et de la recherche, désigné par le Directeur général de l'Agence régionale de santé**

- Monsieur Philippe FLAMMARION, Observatoire régional de la santé Bourgogne-Franche-Comté (ORS Bourgogne Franche-Comté), suppléé par
  1. Madame Catherine RAUSCHER-PARIS, Pôle de gérontologie interrégional de Bourgogne-Franche-Comté
  2. Monsieur Cyril VILLET, IRTESS Bourgogne

**f) Un représentant des associations de protection de l'environnement agréées au titre de l'article L. 141-1 du code de l'environnement, désigné à l'issue d'un appel à candidature organisé dans des conditions fixées par le Directeur général de l'Agence régionale de santé**

- Madame Colette PREVOST, Association France Nature Environnement Côte d'Or, FNE BFC, suppléée par
  1. Madame Catherine SCHMITT, Yonne Nature Environnement, FNE BFC

**7°- Un collège des offreurs des services de santé**

**a) Cinq représentants des établissements publics de santé, désignés par le Directeur général de l'Agence régionale de santé, dont au moins deux Présidents de commissions médicales d'établissement (CME) de centres hospitaliers et de centres hospitaliers universitaires, sur proposition de la fédération représentant ces établissements**

- Docteur Jean-Baptiste ANDREOLETTI, président de CME de l'Hôpital Nord Franche Comté, FHF Bourgogne Franche-Comté, suppléé par
  1. Professeur Samuel LIMAT, président de CME du CHRU Besançon, FHF Bourgogne-Franche-Comté
  2. Docteur Roland DE VARAX, Président de CME du CH de Mâcon, FHF Bourgogne-Franche-Comté
- Docteur Magali VERNET, présidente de CME du CH de Beaune, FHF Bourgogne Franche-Comté, suppléée par
  1. Docteur Marie-Pierre GUENFOUDI, vice-présidente de CME du CHU de Dijon-Bourgogne, FHF Bourgogne Franche-Comté
  2. Dr Philippe DUBOT, président de CME du CH de Chalon sur Saône, FHF Bourgogne Franche-Comté

- Docteur Edgar TISSOT, président de CME du CHS de Novillars, FHF Bourgogne Franche-Comté, suppléé par
  1. Docteur Sunde KILIC, présidente de CME du CH de Semur en Auxois, FHF Bourgogne Franche-Comté,
  2. Docteur Sylvain GIBEY, président de CME du CH de Dole, FHF Bourgogne Franche-Comté,
- Madame Chantal CARROGER, directrice générale CHRU de Besançon, FHF Bourgogne-Franche-Comté, suppléée par
  1. Monsieur Philippe COLLANGE-CAMPAGNA, directeur CHS Sevrey, FHF Bourgogne-Franche-Comté
  2. Monsieur Florent FOUCARD, directeur GPMS Doubs Jura, FHF Bourgogne-Franche-Comté
- Monsieur Denis VALZER, délégué régional FHF Bourgogne Franche-Comté, suppléé par
  1. Monsieur Pascal MATHIS, directeur Hôpital Nord Franche-Comté, FHF Bourgogne-Franche-Comté
  2. Madame Nadiège BAILLE, directrice générale CHU de Dijon, FHF Bourgogne Franche-Comté

**b) Deux représentants des établissements privés de santé à but lucratif, désignés par le Directeur général de l'Agence régionale de santé, dont au moins un Président de commission médicale d'établissement, sur proposition de la fédération représentant ces établissements**

- Monsieur Philippe CARBONEL, FHP Bourgogne Franche-Comté, suppléé par
  1. Monsieur Pierre Guillaume YEME, FHP Bourgogne Franche-Comté
  2. En cours de désignation
- En cours de désignation, FHP Bourgogne-Franche-Comté, suppléé par
  1. En cours de désignation
  2. En cours de désignation

**c) Deux représentants des établissements privés de santé à but non lucratif désignés par le Directeur général de l'Agence régionale de santé, dont au moins un Président de commission médicale d'établissement, sur proposition de la fédération représentant ces établissements et dans les régions comportant au moins un centre régional de lutte contre le cancer, un troisième représentant est désigné parmi ces centres par le directeur général de l'agence régionale de santé, sur proposition du ou des directeurs de ces établissements**

- Professeur Charles COUTANT, directeur général du Centre Georges-François Leclerc - Centre de lutte contre le cancer de Dijon, UNICANCER, suppléé par
  1. Monsieur Alain LALIE, directeur général adjoint du Centre Georges-François Leclerc
- Monsieur Philippe BUCHERET, FEHAP BFC, suppléé par
  1. Docteur Marcel STIUBEI, FEHAP BFC
  2. En cours de désignation, FEPAH BFC
- Docteur Brigitte LUCAS-PINEAU, FEHAP BFC, suppléée par
  1. Docteur Arnaud VERMEERE-MERLEN, FEHAP BFC
  2. Docteur Jean-Paul OLIVIER, FEHAP BFC

**d) Un représentant des établissements assurant des activités d'hospitalisation à domicile, désigné par le Directeur général de l'Agence régionale de santé sur proposition de l'organisation regroupant, au niveau régional, le nombre le plus important de ces établissements**

- Monsieur Olivier TERRADE, Directeur Général de la Fédération dijonnaise des œuvres de soutien à domicile (FEDOSAD), Délégué Régional FNEHAD Bourgogne Franche-Comté, suppléé par
  1. Monsieur Eric BACHELET, Mutualité Française Comtoise, Délégué régional adjoint FNEHAD Bourgogne Franche-Comté
  2. Monsieur Nicolas RIDOUX, HAD Nord 71

**e) Quatre représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées, désignés par le Directeur général de l'Agence régionale de santé sur proposition des organisations regroupant, au niveau régional, le nombre le plus important de ces institutions**

- Monsieur Alain MILOT, NEXEM, suppléé par
  1. Madame Emmanuelle COUDRAY, NEXEM
  2. Monsieur Thierry FROMONT, NEXEM
- Monsieur Emmanuel RONOT, URIOPSS BFC, suppléé par
  1. Monsieur Lionel DEMAY, URIOPSS BFC
  2. Madame Sandrine BONNET, Mutualité Française Bourguignone
- Monsieur Christophe ALLIGIER, DG UGECAM BFC, suppléé par
  1. Monsieur Mounir AISSAT, Sous-Directeur UGECAM BFC
  2. Monsieur Michel MORAUX, Président UGECAM BFC
- Monsieur Thierry LE GOAZIOU, ADAPEI de la Nièvre
  1. Madame Chantal RIPAUX, APEI Lons le Saunier
  2. Madame Patricia CUDEY, ADMR

**f) Quatre représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées, désignés par le Directeur général de l'Agence régionale de santé sur proposition des organisations regroupant, au niveau régional, le nombre le plus important de ces institutions**

- Monsieur Robert CREEL, DG URIOPSS BFC, suppléé par
  1. Madame Valérie FISCHER, URIOPSS BFC
  2. Monsieur Bel Hassan KHARRAT, UGECAM BFC
- Monsieur Thomas JOUANNET, Président Mutualité Française Comtoise, suppléé par
  1. Monsieur Bernard ACARD, FNADEPA
  2. Monsieur Gilbert DOUHERET, FNAQPA
- Monsieur Xavier COQUIBUS, UNA BFC, suppléé par
  1. Madame Sandra MOFFA, FNAQPA
  2. Madame Céline MARCOU, UGECAM BFC
- Monsieur Cyrille POLITI, FHF
  1. Monsieur Pascal BAILLY, SYNERPA
  2. Madame Claire RICCI, SYNERPA

**g) Un représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficultés sociales, désigné par le Directeur général de l'Agence régionale de santé sur proposition des organisations regroupant, au niveau régional, le nombre le plus important de ces institutions**

- Madame Christiane PERNET, URIOPSS, suppléée par
  1. Monsieur Loïc LEHIR, URIOPSS
  2. Madame Sylvie WACKENHEIM, FEHAP

**h) Un représentant désigné par le Directeur général de l'Agence régionale de santé parmi les responsables des centres de santé et des maisons de santé implantés dans la région**

- Monsieur Eric VERNIER, Fédération des maisons de santé et de l'exercice coordonné en BFC (FeMaSCo-BFC), suppléé par
  1. Docteur Michel SERIN, FeMaSCo-BFC
  2. Docteur Pascale ROLLIN, Fédération Nationale des Centres de Santé (FNCS-BFC)



**i) Un représentant désigné par le Directeur général de l'Agence régionale de santé parmi les représentants des communautés professionnelles territoriales de santé**

- Madame Laure JAGIELLO, Directrice CPTS Haut-Doubs forestier, suppléée par
  1. Monsieur Florian POIVRE, CPTS Pays d'Or,
  2. En cours de désignation

**j) Un représentant des associations de permanence des soins intervenant dans le dispositif de permanence des soins, désigné par le Directeur général de l'Agence régionale de santé**

- En cours de désignation, suppléé par
  1. En cours de désignation
  2. En cours de désignation

**k) Un médecin responsable d'un service d'aide médicale urgente ou d'une structure d'aide médicale d'urgence et de réanimation, désigné par le Directeur général de l'Agence régionale de santé sur proposition d'une organisation représentant ces services ou structures**

- Docteur Philippe DREYFUS, SAMU – Urgences de France, CHU de Dijon, suppléé par
  1. Professeur Thibaut DESMETTRE, SAMU – Urgences de France, CHRU de Besançon
  2. Docteur Jean-Marc LABOUREY, SAMU – Urgences de France, CHRU de Besançon

**l) Un représentant des transporteurs sanitaires, désigné par le Directeur général de l'Agence régionale de santé parmi ceux développant l'activité la plus importante dans ce domaine**

- Monsieur Bruno DEROSI, Groupe DEROSI, suppléé par
  1. Monsieur Yann KAISER, Ambulances GROSDÉMOUGE
  2. Madame Maud DUPUIS, Ambulances DUPUIS

**m) Un représentant de services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), désigné par le directeur général de l'Agence régionale de santé sur proposition des présidents des conseils départementaux de la région**

- En cours de désignation, suppléé par
  1. En cours de désignation
  2. En cours de désignation

**n) Un représentant des organisations syndicales représentatives de médecins des établissements publics de santé désigné, de manière conjointe, par les organisations membres de la commission régionale paritaire mentionnée à l'article R. 6152-325**

- Docteur Pierre MATHIEU, INPH, suppléé par
  1. Docteur Dominique FREMY, CMH
  2. Docteur Denis KRAUSE, SNAM-PH

**o) Six membres des unions régionales des professionnels de santé, désignés par le directeur général de l'agence régionale de santé sur proposition conjointe des unions régionales des professionnels de santé.**

- Docteur Vincent MARNAT, URPS Chirugiens-dentistes, suppléé par
  1. Madame Véronique BAREI, URPS Sages-Femmes
  2. Monsieur Francis NARGAUD, URPS Masseurs kinésithérapeutes

- Madame Sylvie REGNIER, URPS Infirmiers, suppléée par
  1. Monsieur Pascal MARTIN, URPS Pharmaciens
  2. Monsieur Yann François SYLVESTRE, URPS Masseurs kinésithérapeutes
- Monsieur Jean-Pierre DUBOIS, URPS Masseurs kinésithérapeutes, suppléé par
  1. Madame Anne JULIEN, URPS Orthophonistes BFC
  2. Madame Lydie DEFRAIN, URPS Infirmiers
- Docteur Eric BLONDET, URPS Médecins libéraux, suppléé par
  1. Docteur Roger PAPAVERO, URPS Médecins libéraux
  2. Monsieur Loïc CALLUE, URPS Orthoptistes
- Docteur Patrick BOUILLOT, URPS Médecins libéraux, suppléé par
  1. Docteur Stéphane ATTAL, URPS Médecins libéraux
  2. Docteur Mathilde LUGAND, URPS Biologistes
- Monsieur Pascal LOUIS, URPS Pharmaciens, suppléé par
  1. Monsieur Ronan DURET, URPS Pédicures Podologues,
  2. Monsieur Raphaël VIELLARD, URPS Orthophonistes BFC

**p) Un représentant de l'ordre des médecins, sur proposition du président du conseil régional de l'ordre du ressort de l'agence régionale de santé**

- Docteur Didier HONNART, CROM Bourgogne Franche-Comté, suppléé par
  1. Docteur Jean-Michel BADET, CROM Bourgogne Franche-Comté
  2. Docteur Gérard ESCANO, CROM Bourgogne Franche-Comté

**q) Un représentant des internes en médecine de la ou des subdivisions situées sur le territoire de la région, désigné par l'une de leurs structures représentatives locales**

- Monsieur VEREYCKEN-LAZOU Sylvain, président de l'Association des jeunes médecins généralistes de Bourgogne - AJMGB – ISNAR-IMG, suppléé par,
  1. Madame Michalina DERBICH, Association des jeunes médecins généralistes de Bourgogne - AJMGB – ISNAR-IMG
  2. Monsieur OUBENAÏSSA Ilias, président du Syndicat régional comtois des internes en médecine générale SYRC-IMG

**r) Un représentant du ministère de la défense, désigné par le ministre de la défense**

- Madame Stéphanie JACQUEMIN, commandante du centre médical des armées BFC, suppléée par
  1. Madame Corinne POGNANT, commandante adjointe du centre médical des armées BFC
  2. Madame Céline GUYARD, médecin responsable d'antenne médicale

**s) Deux représentants des dispositifs d'appui à la coordination mentionnés aux articles L. 6327-2 et L. 6327-3, désignés par directeur général de l'agence régionale de santé**

- Madame Gaëlle TABORDET, directrice DAC de la Nièvre, suppléée par
  1. Docteur Aurélien VAILLANT, président DAC de Côte d'Or
- Monsieur Gérald NGOMA, directeur DAC de Franche-Comté, suppléé par
  1. Docteur Gérard JANIN, président PTA de Saône et Loire



**8°- Un collège de personnalités qualifiées comprenant deux personnalités désignées par le directeur de l'Agence régionale de santé à raison de leur qualification dans les domaines de compétence de la conférence.**

- Professeur Jean-Pierre QUENOT, Co-Directeur Espace de Réflexion éthique BFC (EREBFC)
- En cours de désignation

**Article 3:** participent, avec voix consultative, aux travaux de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie et au sein de ses différentes formations selon le code de la santé publique, dans les articles D. 1432-29 et D.1434-29

- le Préfet de région ou son représentant,
- le Président du Conseil économique, social et environnemental régional ou son représentant,
- les Chefs de service de l'Etat en Région
- le Directeur Général de l'agence régionale de santé ou son représentant,
- un membre des conseils des organismes locaux d'assurance maladie relevant du régime général ou son représentant,
- un administrateur d'un organisme local d'assurance maladie relevant de la Mutualité sociale agricole.

**Article 4 :** la durée du mandat des membres de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie est de cinq ans, renouvelable une fois, à compter de la date d'installation de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Bourgogne-Franche-Comté. Lorsqu'un membre cesse d'exercer ses fonctions avant l'expiration de son mandat, il est remplacé par une personne désignée dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

**Article 5 :** le présent arrêté annule et remplace, à compter de sa date de signature, l'arrêté A.R.S.BFC/DS/2021/010 en date du 30 septembre 2021, qui fixait la composition précédente.

**Article 6 :** le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs devant le tribunal administratif compétent de Dijon ou par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 7 :** le Directeur de l'Innovation et de la Stratégie de l'Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Dijon, le 18 octobre 2021

Le Directeur Général,

Pierre PRIBILE

Direction départementale des territoires de la  
Saône-et-Loire

BFC-2021-05-10-00143

Contrôle des Structures agricoles - Accusé de  
réception de dossier complet de demande  
d'autorisation d'exploiter de la SCEV DOMAINE  
FEUILLAT-JUILLOT à Montagny-lès-Buxy



# PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Denys Cassagnes  
Gestionnaire du « contrôle des structures »  
Service économie agricole / Unité gestion des  
contrôles et environnement des exploitations  
Tél. : 03 85 21 86 67  
SDREA71@saone-et-loire.gouv.fr

Direction Départementale  
des Territoires

SCEV DOMAINE FEUILLAT-JUILLOT  
11 route de Montorge  
71390 Montagny-les-Buxy

Mâcon, le 10 mai 2021

## **Objet : Accusé de réception de dossier complet - Dossier n° 2021192**

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de mes services le 15 avril 2021 une demande d'autorisation d'exploiter de 0,38 ha situés sur la commune de RULLY (ZN14), exploités par l'EARL JACQUES DURY.

**Votre dossier a été enregistré complet au 15 avril 2021 sous le n° 2021192.**

Le délai d'instruction de votre demande est de 4 mois, susceptible d'être prolongé à 6 mois, conformément à l'article R331-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

Durant ce délai, des informations supplémentaires sont susceptibles de vous être demandées, sans que cela puisse toutefois interrompre le délai d'instruction.

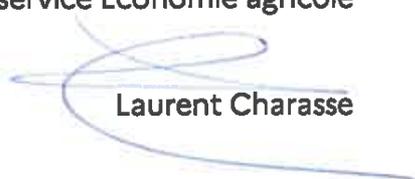
**À défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit, au plus tard, le 15 août 2021, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter.**

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès du service instructeur mentionné sous le présent timbre, une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

le chef du service Économie agricole

  
Laurent Charasse

37 boulevard Henri Dunant – CS 80140  
71040 MÂCON Cedex  
Tél : 03 85 21 28 00

Direction départementale des territoires de la  
Saône-et-Loire

BFC-2021-05-10-00142

Contrôle des Structures agricoles - Accusé de  
réception de dossier complet de demande  
d'autorisation d'exploiter de M. Guillaume  
MEILLERAND à Melay



# PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Denys Cassagnes  
Gestionnaire du « contrôle des structures »  
Service économie agricole / Unité gestion des  
contrôles et environnement des exploitations  
Tél. : 03 85 21 86 67  
SDREA71@saone-et-loire.gouv.fr

Direction Départementale  
des Territoires

Monsieur MEILLERAND Guillaume  
Les Brenons  
71340 Melay

Mâcon, le 10 mai 2021

**Objet : Accusé de réception de dossier complet - Dossier n° 2021189**

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de mes services le 12 avril 2021 une demande d'autorisation d'exploiter de 13,40 ha situés sur les communes de :

- CHENAY-LE-CHATEL D88, D91, D94, D95, D287,
- MELAY A255,

exploités par Monsieur MEILLERAND Jean-Yves.

**Votre dossier a été enregistré complet au 12 avril 2021 sous le n° 2021189.**

Le délai d'instruction de votre demande est de 4 mois, susceptible d'être prolongé à 6 mois, conformément à l'article R331-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

Durant ce délai, des informations supplémentaires sont susceptibles de vous être demandées, sans que cela puisse toutefois interrompre le délai d'instruction.

**À défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit, au plus tard, le 12 août 2021, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter.**

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès du service instructeur mentionné sous le présent timbre, une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

le chef du service Économie agricole

  
Laurent Charasse

37 boulevard Henri Dunant – CS 80140  
71040 MÂCON Cedex  
Tél : 03 85 21 28 00

Direction départementale des territoires de la  
Saône-et-Loire

BFC-2021-05-10-00144

Contrôle des Structures agricoles - Accusé de  
réception de dossier complet de demande  
d'autorisation d'exploiter de M. Régis LABONDE  
à Cordesse



# PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Denys Cassagnes  
Gestionnaire du « contrôle des structures »  
Service économie agricole / Unité gestion des  
contrôles et environnement des exploitations  
Tél. : 03 85 21 86 67  
SDREA71@saone-et-loire.gouv.fr

Direction Départementale  
des Territoires

Monsieur LABONDE Régis  
Le Bourg  
71540 Cordesse

Mâcon, le 10 mai 2021

**Objet : Accusé de réception de dossier complet - Dossier n° 2021195**

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de mes services le 17 avril 2021 une demande d'autorisation d'exploiter de 2,81 ha situés sur les communes de :

- CORDESSE A124,
- DRACY-ST-LOUP B75, B76,

exploités par Monsieur LARGY Pierre.

**Votre dossier a été enregistré complet au 17 avril 2021 sous le n° 2021195.**

Le délai d'instruction de votre demande est de 4 mois, susceptible d'être prolongé à 6 mois, conformément à l'article R331-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

Durant ce délai, des informations supplémentaires sont susceptibles de vous être demandées, sans que cela puisse toutefois interrompre le délai d'instruction.

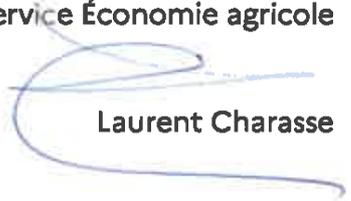
**À défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai; soit, au plus tard, le 17 août 2021, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter.**

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès du service instructeur mentionné sous le présent timbre, une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

le chef du service Économie agricole

  
Laurent Charasse

37 boulevard Henri Dunant – CS 80140  
71040 MÂCON Cedex  
Tél : 03 85 21 28 00

Direction départementale des territoires de la  
Saône-et-Loire

BFC-2021-06-24-00007

Contrôle des Structures agricoles - Accusé de  
réception de dossier complet de demande  
d'autorisation d'exploiter du GAEC BERGER  
AUMEUNIER à Melay



# PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Denys Cassagnes  
Gestionnaire du « contrôle des structures »  
Service économie agricole / Unité gestion des  
contrôles et environnement des exploitations  
Tél. : 03 85 21 86 67  
SDREA71@saone-et-loire.gouv.fr

Direction Départementale  
des Territoires

GAEC BERGER AUMEUNIER  
Les Daumas  
71340 Melay

Mâcon, le 24 juin 2021

**Objet : Accusé de réception de dossier complet - Dossier n° 2021270**

Messieurs,

Vous avez déposé auprès de mes services le 20 mai 2021 une demande d'autorisation d'exploiter de 34,87 ha situés sur les communes de :

- MELAY G140, G192, G193, G194, G199, G201, G400, H82, H84, H89,
- NOAILLY (42) D872, D873, D874, D875, D876, D877, D878, D881, D882, D884, D885, D999, D1000, D1093, D1095, D1244, D1246,

exploités par Monsieur BERTHELIER Florent.

**Votre dossier a été enregistré complet au 14 juin 2021 sous le n° 2021270.**

Le délai d'instruction de votre demande est de 4 mois, susceptible d'être prolongé à 6 mois, conformément à l'article R331-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

Durant ce délai, des informations supplémentaires sont susceptibles de vous être demandées, sans que cela puisse toutefois interrompre le délai d'instruction.

**À défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit, au plus tard, le 14 octobre 2021, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter.**

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès du service instructeur mentionné sous le présent timbre, une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

le chef du service Économie agricole

  
Laurent Charasse

37 boulevard Henri Dunant – CS 80140  
71040 MÂCON Cedex  
Tél : 03 85 21 28 00

Direction départementale des territoires de la  
Saône-et-Loire

BFC-2021-06-24-00008

Contrôle des Structures agricoles - Accusé de  
réception de dossier complet de demande  
d'autorisation d'exploiter du GAEC BOUCAUD  
LAMURE à Chauffailles



# PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Denys Cassagnes  
Gestionnaire du « contrôle des structures »  
Service économie agricole / Unité gestion des  
contrôles et environnement des exploitations  
Tél. : 03 85 21 86 67  
SDREA71@saone-et-loire.gouv.fr

Direction Départementale  
des Territoires

GAEC BOUCAUD LAMURE  
Les Baisses  
71170 Chauffailles

Mâcon, le 24 juin 2021

## **Objet : Accusé de réception de dossier complet - Dossier n° 2021271**

Messieurs,

Vous avez déposé auprès de mes services le 18 juin 2021 une demande d'autorisation d'exploiter de 0,88 ha situés sur la commune de **CHAUFFAILLES (E474)**, exploités par Monsieur FARIZY Michel.

**Votre dossier a été enregistré complet au 18 juin 2021 sous le n° 2021271.**

Le délai d'instruction de votre demande est de 4 mois, susceptible d'être prolongé à 6 mois, conformément à l'article R331-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

Durant ce délai, des informations supplémentaires sont susceptibles de vous être demandées, sans que cela puisse toutefois interrompre le délai d'instruction.

**À défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit, au plus tard, le 18 octobre 2021, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter.**

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès du service instructeur mentionné sous le présent timbre, une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

le chef du service Économie agricole

Laurent Charasse

37 boulevard Henri Dunant – CS 80140  
71040 MÂCON Cedex  
Tél : 03 85 21 28 00

Direction départementale des territoires de la  
Saône-et-Loire

BFC-2021-05-06-00013

Contrôle des Structures agricoles - Accusé de  
réception de dossier complet de demande  
d'autorisation d'exploiter du GAEC DE NAY à  
Tramayes



# PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Denys Cassagnes  
Gestionnaire du « contrôle des structures »  
Service économie agricole / Unité gestion des  
contrôles et environnement des exploitations  
Tél. : 03 85 21 86 67  
SDREA71@saone-et-loire.gouv.fr

**Direction Départementale  
des Territoires**

GAEC DE NAY  
Nay  
71520 Tramayes

Mâcon, le 6 mai 2021

## **Objet : Accusé de réception de dossier complet - Dossier n° 2021183**

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé auprès de mes services le 7 avril 2021 une demande d'autorisation d'exploiter de 12,97 ha situés sur les communes de :

- **GERMOLLES-SUR-GROSNE** A36, A290, A291, A294, A295, A296, A297, A298,
- **TRAMAYES** AT36, AT39, AT41, AT51, AT52, AT55, AT58, AT64, AT68, AT146, AT147, AT148, AT150, AT235, AT236,
- **TRADES (69)** A284, A296,

exploités par Monsieur LATOUR Maurice.

**Votre dossier a été enregistré complet au 17 avril 2021 sous le n° 2021183.**

Le délai d'instruction de votre demande est de 4 mois, susceptible d'être prolongé à 6 mois, conformément à l'article R331-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

Durant ce délai, des informations supplémentaires sont susceptibles de vous être demandées, sans que cela puisse toutefois interrompre le délai d'instruction.

**À défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit, au plus tard, le 17 août 2021, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter.**

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès du service instructeur mentionné sous le présent timbre, une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

le chef du service Économie agricole

  
Laurent Charasse

37 boulevard Henri Dunant – CS 80140  
71040 MÂCON Cedex  
Tél : 03 85 21 28 00

Direction départementale des territoires de la  
Saône-et-Loire

BFC-2021-06-24-00009

Contrôle des Structures agricoles - Accusé de  
réception de dossier complet de demande  
d'autorisation d'exploiter du GAEC DU MONT  
DARDON à Uxeau



# PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Denys Cassagnes  
Gestionnaire du « contrôle des structures »  
Service économie agricole / Unité gestion des  
contrôles et environnement des exploitations  
Tél. : 03 85 21 86 67  
SDREA71@saone-et-loire.gouv.fr

Direction Départementale  
des Territoires

GAEC DU MONT DARDON  
Le Grand Dardon  
71130 Uxeau

Mâcon, le 24 juin 2021

**Objet : Accusé de réception de dossier complet - Dossier n° 2021272**

Messieurs,

Vous avez déposé auprès de mes services le 11 mai 2021 une demande d'autorisation d'exploiter de 2,17 ha situés sur la commune de **SAINTE-RADEGONDE (F154, F155)**, exploités par Monsieur **MANNEVEAU Dominique**.

**Votre dossier a été enregistré complet au 16 juin 2021 sous le n° 2021272.**

Le délai d'instruction de votre demande est de 4 mois, susceptible d'être prolongé à 6 mois, conformément à l'article R331-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

Durant ce délai, des informations supplémentaires sont susceptibles de vous être demandées, sans que cela puisse toutefois interrompre le délai d'instruction.

À défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit, au plus tard, le **16 octobre 2021, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter.**

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès du service instructeur mentionné sous le présent timbre, une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

le chef du service Économie agricole

  
Laurent Charasse

DRAAF Bourgogne Franche-Comté

BFC-2021-10-12-00019

Schéma directeur régional des exploitations  
agricoles



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
BOURGOGNE-  
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt  
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ**

**Arrêté N°DRAAF/SREA-2021-24  
SCHÉMA DIRECTEUR RÉGIONAL DES EXPLOITATIONS AGRICOLES**

Le préfet de la région Bourgogne Franche-Comté

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment:

- l' article L312-1 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles;
- les articles L331-1 et suivants;
- les articles R331-1 et suivants;

Vu l'arrêté du 10 mars 2021 fixant le modèle d'arrêté préfectoral portant schéma directeur régional des exploitations agricoles ;

Vu la décision du conseil régional de Bourgogne Franche-Comté du 9 août 2021 ;

Vu l'avis de la chambre régionale d'agriculture de Bourgogne Franche-Comté du 28 juin 2021 ;

Vu l'avis de la commission régionale de l'économie agricole et du monde rural de Bourgogne-Franche-Comté du 20 mai 2021 ;

**ARRÊTE**

**Article 1 : Définitions**

En application de l'article L331-1-1 du code rural et de la pêche maritime, les différents types d'opérations mentionnées à l'article L312-1, qui peuvent être soumises au contrôle des structures au regard du présent schéma, sont définis comme suit :

- l'installation : action de s'établir sur une ou plusieurs unités de production constituant une entité juridique et économique autonome et indépendante pour y exercer une activité agricole
- la réinstallation : fait de remettre en valeur une exploitation agricole, suite à expropriation ou éviction certaine en application de l'article L. 13-11 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ou des articles L. 411-58 à L. 411-63 du code rural et de la pêche maritime ;
- l'installation progressive : toute installation faite en plusieurs étapes (durée maximale de 5 ans) conformément au projet approuvé par l'autorité administrative pour atteindre le seuil de viabilité économique requis ;
- la réunion d'exploitations : création d'une nouvelle personne morale à partir de deux exploitations existantes ou plus, correspondant au cumul exact des deux ou plus exploitations préexistantes ;
- l'agrandissement : fait, pour une personne, physique ou morale, mettant en valeur une exploitation agricole, d'accroître la superficie de cette exploitation ;

- est également considéré comme un agrandissement ou une réunion d'exploitations au bénéfice d'une personne morale, la mise à disposition de biens d'un associé exploitant lors de son entrée dans une personne morale ;
- l'agrandissement ou la réunion d'exploitations à titre indirect par une personne associée d'une société à objet agricole : fait de participer dans la société aux travaux de façon effective et permanente, selon les usages de la région et en fonction de l'importance de ces unités de production. Dans ce cas, c'est l'ensemble des unités de production de la société qui sera pris en compte dans le calcul de la superficie totale de l'exploitation du demandeur ;
- la concentration d'exploitations : adjonction d'une nouvelle unité de production, de manière directe ou indirecte, entre les mains d'une même personne ; de nature à diminuer la diversité des productions et le nombre d'emplois des exploitations concernées.
- a création ou extension des capacités d'un atelier de production hors-sol : fait, pour une ou plusieurs personnes physiques ou morales, de mettre en valeur un atelier de production hors-sol à titre individuel ou dans le cadre d'une personne morale, ou d'accroître la capacité de cet atelier de production hors-sol dans les mêmes conditions ;

Pour fixer les critères d'appréciation de l'intérêt d'une opération, on entend par :

- maintien et consolidation d'une exploitation existante : fait de permettre à une exploitation agricole d'atteindre ou de conserver une dimension économique viable ;
- preneur en place : exploitant agricole individuel, ou personne morale, mettant en valeur, à titre exclusif ou non, une exploitation agricole en qualité de titulaire de tout bail rural sur les terres de ladite exploitation. Lorsque le bien pris à bail est mis, par son détenteur, à disposition d'une société d'exploitation dans laquelle il est associé, il y a lieu de prendre en compte, en comparaison de situation demandeur(s)/preneur, la situation de la société ;
- année culturale : période annuelle correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un ou plusieurs cycles biologiques de caractère végétal, comprise entre les travaux préparatoires à l'unique ou première culture récoltée et les travaux de remise en état de repos du sol postérieurs à la dernière culture récoltée ou, à défaut de tels travaux, entre la première et la dernière récolte de l'année. Pour les autres types de productions, période de douze mois suivants la date de l'autorisation ; En Bourgogne-Franche-Comté, l'année culturale pour la polyculture s'étend du 1<sup>er</sup> novembre au 31 octobre de l'année suivante ;
- dimension économique d'une exploitation : elle s'apprécie notamment au regard des superficies exploitées, des activités principales envisagées et des productions choisies sur la base des équivalences de productions, renseignées en annexe 3 du présent arrêté ;

#### Autres définitions

- dimension économique viable (DEV) : la DEV, au sens du SDREA, est la surface exprimée en Surface Agricole Utile pondérée (SAUp) / Unité de Travail Actif (UTA) construite sur la moyenne de la surface agricole utile des exploitations par UTA (hors cultures spécialisées), et rapportée au groupement de région agricole où est situé le siège d'exploitation. Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, la DEV est renseignée au point 2. de l'article 5 du présent arrêté.
- chef d'exploitation agricole ou associé en qualité de chef d'exploitation agricole : Personne physique dont l'activité agricole atteint l'activité minimale d'assujettissement (AMA). Il peut exercer son activité agricole à titre principal ou secondaire, selon le poids relatif de chacune des activités. Cette qualité est vérifiée sur la base d'une attestation délivrée par la caisse de mutualité sociale agricole. Ainsi, sont considérés comme :
  - Chef d'exploitation principal : Toute personne exerçant une activité agricole au sens du L.311-1 CRPM, bénéficiaire des prestations AMEXA en qualité d'agriculteur à titre principal et justifiant de plus de 50% du revenu du chef d'exploitation issu de son activité agricole.

- Chef d'exploitation à titre secondaire :Agriculteur dont le revenu agricole est inférieur au revenu fiscal d'une autre activité ; Ou agriculteur travaillant plus de 1200 heures par an en dehors de l'exploitation.

- salarié agricole : personne qui travaille dans l'agriculture contre le paiement d'un salaire, et relevant de la mutuelle sociale agricole (MSA). Au sens du SDREA, notamment pour la prise en considération des actifs prévue au 2) de l'article 5 du présent arrêté, sont reconnues salariés agricoles les personnes mettant en valeur les unités de production d'une exploitation agricole (au sens du L.331-1-1 1° du code rural et de la pêche maritime), dès lors qu'elles participent aux travaux à caractère agricole (au sens du L.311-1 du même code) de façon effective et permanente ; sont aussi appréciées comme salariés agricoles les personnes participant à la transformation en circuit court des produits exclusivement issus de l'exploitation agricole précitée.
- siège d'exploitation agricole : le siège d'exploitation est, par convention, le bâtiment principal de l'exploitation ; le siège d'exploitation n'est pas le domicile fiscal du chef d'exploitation sauf si ce domicile se confond avec le bâtiment principal d'exploitation
- distance de la parcelle au siège d'exploitation : elle correspond à la distance à vol d'oiseau du centre de la parcelle au siège de l'exploitation ; pour départager les candidats s'inscrivant dans le même rang le plus prioritaire au travers de la grille de sélection prévue au 3) de l'article 5, la distance de la parcelle au siège d'exploitation correspond à la distance du centre de la parcelle au siège de l'exploitation en empruntant les voies publiques ou privées. Le service instructeur vérifie cette distance à l'aide d'un outil informatique de type cartographique (retenant une marge d'erreur possible de l'ordre de 5 % à 10%).
- installation aidée : installation d'un agriculteur répondant aux conditions générales définies par les articles D. 343-4 et D. 343-5 du code rural et de la pêche maritime et bénéficiaire d'une décision d'octroi des aides décrites par l'article D. 343-3 du CRPM. Par dérogation, seront également considérées comme des installations aidées les installations susceptibles de remplir ces conditions dans un délai maximum d'un an ;
- installation non aidée : installation d'un agriculteur qui :
  - Ne répond pas aux conditions générales définies par les articles D. 343-4 et D. 343-5 du code rural et de la pêche maritime ;
  - OU
  - Répond aux conditions générales définies par les articles D. 343-4 et D. 343-5 du code rural et de la pêche maritime, mais non désireux de s'engager dans le dispositif des aides.
- installation hors du cadre familial : L'installation hors cadre familial s'entend comme l'installation sur une exploitation agricole indépendante de l'exploitation d'un parent (ou d'un parent du conjoint ou du partenaire lié par un pacs) jusqu'au troisième degré, collatéraux inclus (au sens des articles 741 et suivant du code civil).
- réinstallation volontaire : fait de remettre en valeur une exploitation agricole suite à abandon total de son exploitation.
- restructuration parcellaire : évolution des surfaces exploitées visant à diminuer le morcellement de l'exploitation (parcellaire moins dispersé et/ou moins fragmenté) ; L'exploitation de nouvelles surfaces en agrandissement doit à ce titre être compensée par la cession concomitante de terres agricoles pour des surfaces sensiblement équivalentes (soit une différence surfacique inférieure ou égale à 10%) ;
- parcelle de convenance : tènement, contigu ou à proximité immédiate d'un bâtiment d'exploitation ;
- confortation : réunion ou agrandissement d'exploitations dans la limite de la dimension économique viable des exploitations telle que prévu par le présent SDREA ;

- bâtiment d'élevage : bâtiment logeant les animaux reproducteurs pour les élevages viande et équins, ou bâtiment logeant les laitières et/ou salle de traite fixe pour les élevages laitiers ;
- contraintes sanitaires : Obligations ou préconisations faites à un exploitant agricole de prendre des mesures de gestion des risques face à une maladie à déclaration obligatoire (au sens de la directive 2000/29/CE) ou à une maladie légalement réputée contagieuse. Sont concernées, au titre du contrôle des structures, les mesures limitant ou interdisant l'accès à des surfaces agricoles exprimées en hectares et/ou, à des bâtiments d'élevage ou de type « hors-sol » ;
- SIQO : Les signes officiels de qualité et d'origine (SIQO) comprennent, outre, l'agriculture biologique (AB), les appellations d'origine contrôlée (AOC) et protégée (AOP), les indications géographiques protégées (IGP) et le Label Rouge. Les productions éligibles sont inscrites à l'INAO.
- Circuit court : Un circuit court est un mode de commercialisation des produits agricoles qui s'exerce soit par la vente directe du producteur au consommateur, soit par la vente indirecte à condition qu'il n'y ait qu'un seul intermédiaire.
- Circuit de proximité : Un circuit dit de « proximité » est un mode de commercialisation des produits agricoles entre le producteur et le consommateur s'exerçant dans un rayon de 80km du site de production.
- Activités agricoles peu présentes : Toute production agricole n'entrant pas dans les principales Orientations Technico-économiques des exploitations (OTEX) constatées par département, s'appliquant au département du siège d'exploitation et renseignées à l'annexe 1 du SDREA.
- Cas de force majeure (au sens du SDREA) :
  - installation du conjoint ou du partenaire lié par un PACS , en qualité de chef d'exploitation agricole à titre principal, par reprise de l'exploitation agricole du conjoint ou partenaire, suite à son décès ou son incapacité physique l'obligeant à abandonner son activité.

OU

- Installation du descendant ou ascendant direct jusqu'au 2ème degré inclus, en qualité de chef d'exploitation agricole à titre principal par reprise de l'exploitation agricole du parent, suite à un décès ou à une incapacité physique obligeant le chef d'exploitation à abandonner son activité.

Le caractère de force majeure est reconnu pendant trois ans à compter de la date du décès ou de la reconnaissance d'incapacité physique du cédant.

- Parcelle joignante : Si le périmètre d'une parcelle agricole est contigu d'au moins 20 % avec une autre parcelle agricole, alors celles-ci sont regardées comme joignantes ;
- Parcelle enclavée : Parcelle agricole dont l'accès est conditionné par l'accès à d'autres parcelles agricoles
- Parcelle stratégique : Parcelle agricole indispensable au bon fonctionnement de l'exploitation et/ou au respect d'un cahier des charges spécifique ; le caractère stratégique de la parcelle est apprécié par le service instructeur.
- Travail à façon : Réalisation des principaux travaux par un tiers sur l'ensemble de l'exploitation ; au sens du SDREA, la règle de priorité dédiée au « travail à façon intégral » prévue à l'article 3 du présent arrêté est à l'appréciation du service instructeur.
- Agriculteur évincé ou exproprié : Chef d'exploitation, exerçant à titre individuel ou sociétaire, propriétaires avec contrainte de vente ou preneur à bail rural ayant reçu notification d'un congé par le bailleur. Les surfaces admissibles PAC servent de référence pour mesurer l'évolution des surfaces perdues, leur détermination s'opère par calcul du cumul glissant établi sur les 5 dernières années entre la date du dépôt de la demande d'autorisation préalable d'exploiter et la date d'éviction ou

d'expropriation la plus ancienne. En l'absence de déclaration PAC, le niveau des surfaces perdues et leur cumul sera réalisé à partir des relevés MSA.

Peuvent être également concernés les chefs d'exploitation, exerçant à titre individuel ou sociétaire, titulaires de bail précaire de la SAFER conclu en application de l'article L142-6 du Code rural et de la pêche maritime, à partir du moment où il a été mis fin à ce bail, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- la/(les) parcelle(s) objet du bail précaire SAFER est (sont) la propriété d'acteurs publics (collectivités locales, syndicats d'aménagement...) et destinées à terme à un usage autre qu'agricole,

ET

- le titulaire du bail précaire était déjà exploitant de ces parcelles avant la mise en place du bail précaire.

Dans ce cas particulier, le délai de 5 ans ne s'applique pas.

## **Article 2 : Orientations**

Au regard des objectifs fixés à l'article L331-1, les orientations de la politique régionale poursuivies doivent promouvoir une agriculture diversifiée, source d'emplois et génératrice de revenu pour les agriculteurs afin de:

- Préserver une qualité de vie dans les exploitations en favorisant l'installation et la transmission, de projets viables, vivables, concrets et pérennes ;
- Préserver le foncier agricole en limitant la consommation de terres agricoles lors des emprises foncières, tout en privilégiant les exploitations qui, ayant subi une expropriation totale ou partielle, nécessitent une compensation foncière ;
- Permettre aux exploitations les plus petites de se consolider, en évitant les opérations qualifiées d'excessives afin de maintenir des exploitations familiales et transmissibles ;
- Favoriser l'amélioration de la structuration foncière des exploitations, en maîtrisant notamment la distance entre les parcelles exploitées et le siège d'exploitation, en prenant compte également la localisation de certaines parcelles par rapport à l'enclavement d'îlots culturels principaux ou en préservant le pâturage à proximité de bâtiment d'élevage, dans le but de réduire leur empreinte carbone, d'améliorer les conditions de travail, mais aussi de faciliter les aménagements nécessaires pour s'adapter au changement climatique ;
- Accompagner le développement d'une agriculture durable : créatrice de valeur ajoutée, rémunératrice pour les agriculteurs et génératrice d'emplois ; respectueuse de l'environnement et permettant notamment de meilleures conditions de travail ;
- Appuyer le soutien, la diversification et le développement des filières et notamment, la création et le maintien de SIQO ;
- Contribuer à la vitalité des zones rurales, encourager les initiatives locales et intégrer les spécificités de l'agriculture des zones défavorisées, de montagne, périurbaines, pour faciliter le maintien d'une activité agricole dans les territoires tout en créant de nouvelles opportunités ;
- Accompagner l'importance stratégique de la chaîne alimentaire française, et de son agriculture, au travers notamment du « Plan protéine », de ses plans de lutte « contre la sécheresse » et « bas carbone », de la diversification des productions, des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), du soutien au mode de production en agriculture biologique ou encore du déploiement de la certification HVE (3 notamment), et au soutien de l'amplification et au maintien des haies dites « bocagères »

## **Article 3 : Ordre de Priorités**

Les autorisations d'exploiter sont délivrées selon un ordre de priorité établi en prenant en compte :

- la nature de l'opération, au regard des objectifs du contrôle des structures et des orientations définies par le présent schéma ;

- l'intérêt économique et environnemental de l'opération, selon les critères définis ci-dessous et, le cas échéant, application d'un coefficient de pondération.

Au regard de l'article L. 331-3-1 du code rural et de la pêche maritime :

En cas de demandes dans un même rang de priorité, l'autorité administrative compétente délivre plusieurs autorisations, sauf si dans ce rang de priorité, il a été prévu des critères ou des pondérations complémentaires permettant de départager les demandes entre elles et de dégager celles qui seront plus prioritaires.

L'autorisation peut n'être délivrée que pour une partie de la demande, notamment si certaines des parcelles sur lesquelles elle porte font l'objet d'autres candidatures prioritaires au regard du SDREA.

Le SDREA applicable à la région Bourgogne-Franche-Comté fixe 5 rangs de priorités répartis sous la forme d'une grille multifactorielle prenant en considération :

- la nature de l'opération ;
- l'existence d'un preneur en place pour les parcelles objet de la demande ;
- une situation appréciée comme cas de force majeure au sens du SDREA ;
- le degré d'atteinte de la dimension économique viable (DEV) fixé à l'article 5 par le demandeur ;
- la distance séparant le siège d'exploitation de la parcelle la plus éloignée objet de la demande.

Les priorités sont déclinées selon les modalités suivantes, le niveau 1 relevant du champ le plus prioritaire, puis se déclinant du niveau 1 à 5, 5 étant le rang le moins prioritaire :

La situation du candidat est appréciée avant reprise, et au regard de la parcelle demandée la plus éloignée du siège d'exploitation.

En cas de projet d'installation (et/ou d'agrandissement entraînant l'intégration d'un ou plusieurs nouveau(x) actif(s)), la situation du candidat pourra être appréciée tenant compte du ou des nouveaux actifs induits (au regard de la grille prévue au point 2 de l'article 5), sur appréciation du service instructeur.

Catégories d'opération	Distance	Surface Agricole Utile pondérée (SAUp) / Unité de Travail Actif (UTA)			
		≤ 110ha/UTA	> 110ha/UTA et ≤ 165ha/UTA	> 165ha/UTA et ≤ 220ha/UTA	> 220ha/UTA
<b>Cas de force majeure</b>		1	1	1	2
<b>Preneur en place</b>		1	1	2	5
<b>Installation</b>		1	1	2	5
<b>Agrandissement visant à une restructuration parcellaire</b>	<10 km	1	1	2	5
<b>Agrandissement</b>	<10 km	1	2	3	5
	≥10 km	1	3	4	5
<b>Personne morale ne disposant pas d'associé exploitant majoritaire* OU Travail à façon intégral</b>		5	5	5	5

\* : Exception faite des Société Coopérative Ouvrière de Production (SCOP), ou encore des associations type 1901 ayant attrait à une activité agricole, et/ou visant à l'insertion sociale et professionnelle, contribuant ainsi à l'installation d'agriculteurs par la suite (sur appréciation du service instructeur)

Si l'opération, objet de la demande, conduit à excéder après reprise un des seuils fixés par le tableau ci-dessus, le candidat devra renseigner les parcelles pour lesquelles il a une préférence. Les autres parcelles pourront être appréciées au regard du nouveau rang de priorité qui leur est associé.

### Les opérations SAFER

Les opérations des SAFER conduisant à la mise en valeur de terres agricoles par un exploitant entrent dans le champ d'application de droit commun du contrôle des structures. Le commissaire du

Gouvernement agriculture est compétent en la matière. L'article L141-1 du code rural et de la pêche maritime stipule que « *les interventions des SAFER visent à favoriser l'installation, le maintien et la consolidation d'exploitations agricoles ou forestières afin que celles-ci atteignent une dimension économique viable au regard des critères du SDREA ainsi que l'amélioration de la répartition parcellaire des exploitations* ».

Compte tenu des missions d'intérêt public des SAFER, **ne sont pas soumises aux règles de priorités précitées** les opérations qui tendent :

- à concourir à la protection de l'environnement à travers le respect d'un cahier des charges adapté,
- à consolider l'économie agricole du territoire en rétrocédant des biens à des agriculteurs expropriés ou à des agriculteurs privés de la totalité de leur exploitation du fait de l'exercice du droit de reprise du propriétaire.

Le commissaire du Gouvernement agriculture est compétent pour apprécier la prise en compte du SDREA dans les motivations des opérations SAFER.

#### **Article 4 : Fixation des seuils de contrôle**

##### 1- Seuils de surface :

Sur la base du Registre Parcellaire Graphique (RPG) 2019, la moyenne régionale de surface agricole utile (SAU) toutes productions confondues pour les exploitations de taille moyenne et grande, c'est à dire les exploitations dont la production brute standard annuelle est supérieure à 25 000 €, est de 121 hectares pour l'ensemble de la région.

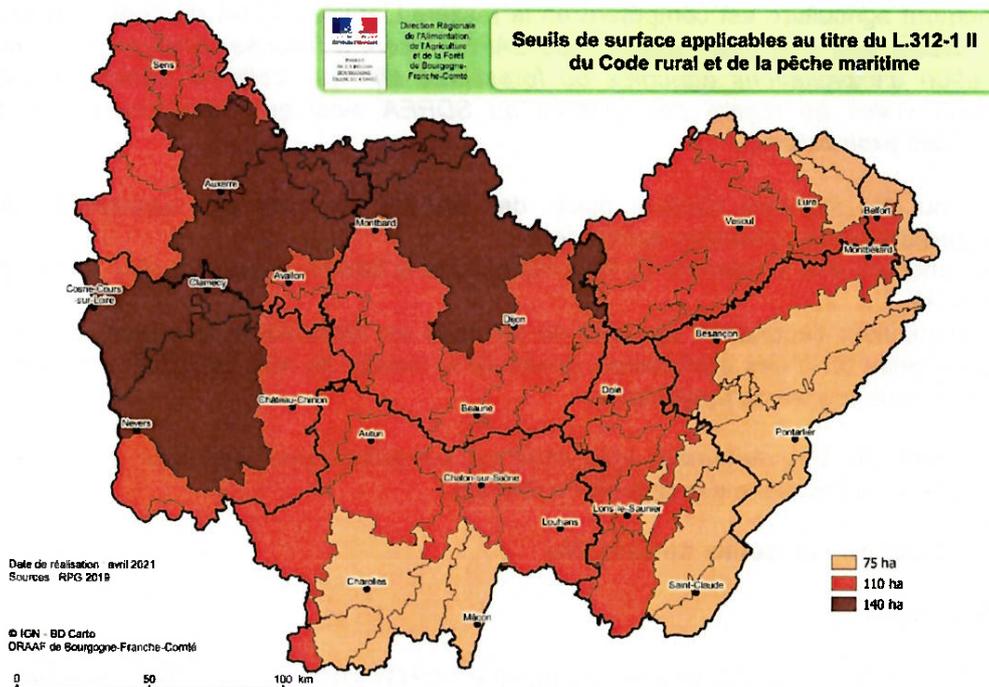
En raison de l'hétérogénéité des structures selon les régions naturelles, trois territoires sont définis sur la carte ci-dessous, regroupant les petites régions agricoles.

Pour chaque territoire, un seuil de surface est établi tenant compte de la surface agricole utile (SAU) moyenne des exploitations, de taille moyenne et grande et dont la production brute standard annuelle est supérieure à 25 k€.

Le seuil de surface est fixé à 0,75 de la SAU moyenne régionale constatée pour chaque territoire, soit :

- Zone 1 : 75 ha
- Zone 2 : 110 ha
- Zone 3 : 140 ha

La situation du candidat à la reprise de foncier au regard du seuil de surface est appréciée après application, pour les cultures dites « spécialisées » et les ateliers hors-sol, des équivalences listées en annexe 2.



Les seuils de surfaces applicables par Région Agricole sont précisés dans le tableau ci-après.

**Seuil de surface des agrandissements et de démembrement (au sens du L.331-2 2° a) par groupement de régions agricoles INSEE**

Zone	Régions agricoles concernées	Équivalence à SAU moyenne régionale	Seuil de surface exprimé en SAU
1	Région vosgienne de Haute Saône, Brionnais, Clunyois, Charollais, Plateau inférieur du Jura, Sundgau, Hautes Vosges, Voges, Mâconnais, Montagne du Jura, Plateaux moyens du Jura, Plateaux supérieurs du Jura	0.62	75 ha
2	Région sous-vosgienne de Haute-Saône, Région des plateaux, Entre Loire et Allier, Bresse chalonnaise, Val d'amour et Forêt de chaux, Val de Saône, Plaine grayloise, finage, Vignoble du Jura, Combe d'Ain, Champagne crayeuse, Pays d'Othe, Basse Yonne, Gatinais pauvre, Puisaye, Sologne bourbonnaise, La plaine, Côte viticole et arrière-côte de Bourgogne, Auxois, Morvan, Bresse, Zone des plaines et des basses vallées, Trouée de Belfort, Petite montagne	0.91	110 ha
3	Tonnerois, Bourgogne nivernaise, Plateaux de bourgogne, Nivernais central, Plateau langrois, Montagne, Vingeanne, La vallée	1.16	140 ha

En raison du caractère enclavé de certaines communes, et de manière à maintenir le caractère homogène des trois grands territoires identifiés, le seuil de surface applicable aux communes listées ci-dessous est le suivant :

Pour l'Yonne :

- CHAILLEY (89770) : Seuil de surface fixé à 140 ha

Pour le Doubs :

- SCEY-MAISIÈRES (25290), ORNANS (25290), MONTGESOYE (25400) et CADEMENE (25290) :  
Seuil de surface fixé à 75 ha

Pour le Jura :

- VANNOZ (39300) : Seuil de surface fixé à 75 ha

## 2- Seuil de distance par rapport au siège de l'exploitation

En Bourgogne-Franche-Comté, le seuil de distance entre les biens repris et le siège d'exploitation est de :

- 30 km pour les parcelles viticoles ;
- 10 km pour les autres parcelles agricoles et non viticoles.

## 3- Seuils de contrôle hors-sol

Les créations ou extensions de capacité des ateliers de production hors-sol sont soumises à autorisation au-delà du même seuil de surface fixé au 1° de l'article 4, après application des équivalences listées en annexe 2.

## Article 5 : Les critères et leur pondération

1) Les critères d'appréciation de l'intérêt économique et environnemental énoncés à l'article L312-1 sont :

- 1° la dimension économique et la viabilité des exploitations agricoles concernées ;
- 2° la contribution de l'opération envisagée à la diversité des productions agricoles régionales, à la diversité des systèmes de production agricole et au développement des circuits de proximité ;
- 3° la mise en œuvre par les exploitations concernées de systèmes de production agricole permettant de combiner performance économique et performance environnementale, dont ceux relevant du mode de production biologique au sens de l'article L. 641-13 ;
- 4° le degré de participation du demandeur ou, lorsque le demandeur est une personne morale, de ses associés à l'exploitation directe des biens objets de la demande au sens du premier alinéa de l'article L. 411-59, soit la participation sur les lieux aux travaux de façon effective et permanente, « selon les usages de la région » et en fonction de l'importance de l'exploitation, sans qu'elle se limite à la direction et à la surveillance de l'exploitation, mais sans exclure le recours à de la main-d'œuvre salariée ou à la solidarité entre agriculteurs ;
- 5° le nombre d'emplois non salariés et salariés, permanents ou saisonniers, sur les exploitations agricoles concernées ;
- 6° l'impact environnemental de l'opération envisagée ;
- 7° la structure parcellaire des exploitations concernées ;
- 8° la situation personnelle du demandeur, des autres candidats et du preneur en place.

2) Pour l'application, notamment de l'article L331-1,1° et de l'article 3 du présent arrêté, la dimension économique viable (DEV) à encourager d'une exploitation est exprimée en Surface Agricole Utile pondérée (SAUp) par Unité de Travail Actif (UTA).

**En Bourgogne-Franche-Comté, la dimension économique viable des exploitations est fixée à 110ha de Surface Agricole Utile pondérée par Unité de Travail Actif.**

La situation du candidat à la reprise de foncier au regard de la DEV est appréciée après application des équivalences listées en annexe 3, et selon la méthodologie précisée dans cette même annexe.

## Ateliers hors sol ou d'élevage et calcul de la DEV :

De manière à encourager la diversification des productions, ces productions ne sont prises en compte dans le calcul de l'atteinte de la DEV que lorsque la production dépasse les seuils suivants, et uniquement pour les effectifs excédant ces seuils :

- Poulets de chair : 4 600 têtes
- Poules pondeuses : 3 400 têtes
- Dindes : 1 800 têtes
- Canards : 1 900 têtes
- Oies : 1 600 têtes
- Autres volailles : 4 600 têtes
- Autres palmipèdes : 2 300 têtes
- Lapins : 275 mères
- Porcs (atelier naisseur) : 40 places de truies
- Porcs (atelier engraisseur) : 180 places de porcs
- Ovins « viande » : 180 mères
- Ovins et caprins « lait » : 40 mères
- Élevage d'équidés : 15 juments reproductrices de plus de deux ans

Ce mécanisme est appliqué sur la base de la capacité nominale d'accueil des bâtiments

De la même manière, ces productions ne sont prises en compte dans le calcul de l'atteinte de la DEV que lorsque la production dépasse les seuils suivants, et uniquement pour les effectifs excédant ces seuils :

- Pommes de terre (y compris les primeurs et les plants) : 10 ha
- Plantes aromatiques, médicinales et condimentaires : 27 ha
- Légumes frais, melons, fraises, culture de plein champ : 7 ha
- Légumes frais, melons, fraises, culture maraîchère : 2 ha
- Fleurs et plantes ornementales (non compris pépinières) sous serre ou sous autre abri (accessible) : 0,22 ha
- Baies : 5 ha
- Fruits à coque : 12 ha
- Pépinières : 2 ha
- Espèce fruitière : 6 ha

La comptabilisation des Unités de Travail actif (UTA) est appréciée de la manière suivante :

Valeur associées à l'Unité de Travail Actif (UTA)	
Exploitation	0,2
Chef d'exploitation ou associé exploitant à titre principal	0,8
Conjoint collaborateur à titre principal	0,5
Aide familial (avec plafond de 1)	0,4
1 <sup>er</sup> salarié agricole	0,7
2 <sup>ème</sup> salarié agricole	0,5
3 <sup>ème</sup> salarié agricole et plus (hors cas précisé ci-après)	0
Du 3 <sup>ème</sup> au 6 <sup>ème</sup> salarié (viticulture, maraîchage, horticulture ou arboriculture)	0,4
7 <sup>ème</sup> salarié et plus (viticulture, maraîchage, horticulture ou arboriculture)	0
Chef d'exploitation ou associé exploitant à titre secondaire	0,2
Installation progressive	0,7
Conjoint collaborateur à titre secondaire	0,1
Chef d'exploitation à l'âge légal de la retraite	0
Autres statuts	0,2

La prise en considération des emplois salariés est appréciée sur la base d'un temps plein correspondant à 35 h/semaine, ou 1607 h/an ET, est conditionnée par une antériorité du contrat de travail supérieure à un an à date de demande d'autorisation.

Les salariés à temps partiel, en contrat à durée déterminée, ou au sein de groupement d'employeur sont comptabilisés au prorata du temps de travail mentionné sur le contrat de travail en cours, ou à défaut, au prorata du temps de travail comptabilisé sur la précédente année civile, hors heures supplémentaires.

Un associé exploitant à titre principal ayant atteint l'âge légal de la retraite n'entre pas dans le calcul des Unités de Travail Actif propres au demandeur.

### **Les emplois dit «saisonniers» n'entrent pas dans le calcul des UTA.**

#### 2.1) Viabilité du preneur en place

La viabilité du preneur en place est appréciée comme étant remise en cause au sens de l'article L331-3-1 du code rural et de la pêche maritime dans les cas suivants :

- Le preneur en place ne dispose pas, avant l'opération d'une dimension économique viable ;
- OU
- La dimension économique viable du preneur en place devient, par l'opération concernée, inférieure à la DEV de référence ;
- OU
- Le preneur en place, quelle que soit l'opération, perd plus de 7,5% de sa SAUp (au sens de l'annexe 2) ET sa SAUp est inférieure, avant opération, à la dimension excessive des exploitations ;
- OU
- Les surfaces, objet de la demande, sont appréciées lors de l'instruction comme stratégiques pour le preneur en place (au sens de l'article 1 du présent arrêté).

#### 3) Critères de sélection

Pour départager les candidatures présentes dans le même rang de priorité le plus élevé, l'Autorité administrative, sur proposition du Préfet du département concerné, et après avis de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture (CDOA), attribue à chacune des candidatures les points renseignés dans la grille d'appréciation fixée à l'annexe 4 du présent arrêté.

Si l'écart de points obtenus par des candidats concurrents est inférieur ou égal à 30 points, l'autorité administrative compétente délivre plusieurs autorisations.

Dans les autres cas, l'autorisation est accordée à la demande ayant obtenu la note la plus élevée.

#### 4) Les agrandissements et concentrations d'exploitations excessifs

Les agrandissements ou concentrations d'exploitations excessifs : l'agrandissement ou la réunion d'exploitations est qualifié d'excessif lorsque la SAUp/UTA est supérieure avant reprise à 2 fois la DEV applicable.

La situation du candidat à la reprise de foncier au regard de la DEV est appréciée après application des équivalences listées en annexe 3.

### **Article 6 : Durée et modalités de révision du présent schéma directeur**

Le présent schéma sera révisé au plus tard dans les 5 ans selon la même procédure.

### **Article 7 : Mise en application**

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne Franche-Comté. Les demandes d'autorisation préalable d'exploiter déposées complètes avant cette date, ainsi que, le cas échéant, les dossiers concurrents et successifs reçus avant qu'il ne soit statué sur ces demandes, demeurent soumises aux dispositions des schémas directeurs régionaux des exploitations agricoles antérieurement en vigueur.

### **Article 8 : Exécution**

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Bourgogne Franche-Comté, les préfets départementaux et les directeurs départementaux des territoires de Côte d'Or, du Doubs, du Jura, de la Nièvre, de Haute Saône, de Saône et Loire, de l'Yonne et du Territoire de Belfort sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne Franche-Comté, ainsi que sur les sites internet des préfectures de la région et des départements concernés.

Fait à Dijon, le 12 OCT. 2021



Fabien SUDRY

## Annexe 1- Orientations Technico-économiques des exploitations (OTEX) prépondérantes par département

Source : Enquête sur la structure des exploitations agricoles en 2016 (ESEA)

<b>Côte d'Or</b>
Exploitations grandes cultures
Exploitations viticoles
Polyculture polyélevage
Exploitations spécialisées viande

<b>Jura</b>
Exploitations bovines spécialisées — orientation lait
Exploitations grandes cultures
Exploitations spécialisées viande
Exploitations avec ovins, caprins et autres herbivores

<b>Haute-Saône</b>
Exploitations grandes cultures
Exploitations avec ovins, caprins et autres herbivores
Exploitations bovines spécialisées — orientation lait
Polyculture polyélevage

<b>Yonne</b>
Exploitations grandes cultures
Exploitations viticoles
Polyculture polyélevage
Exploitations spécialisées en maraîchage et horticulture

<b>Doubs</b>
Exploitations bovines spécialisées — orientation lait
Exploitations avec ovins, caprins et autres herbivores
Exploitations grandes cultures
Exploitations spécialisées viande

<b>Nièvre</b>
Exploitations spécialisées viande
Exploitations grandes cultures
Polyculture polyélevage
Exploitations avec ovins, caprins et autres herbivores

<b>Saône et Loire</b>
Exploitations spécialisées viande
Exploitations viticoles
Exploitations avec ovins, caprins et autres herbivores
Polyculture polyélevage

<b>Territoire de Belfort</b>
Exploitations avec ovins, caprins et autres herbivores
Exploitations spécialisées viande
Polyculture polyélevage
Exploitations grandes cultures

## Annexe 2 - Équivalences relatives au seuil de contrôle POUR LES CULTURES SPÉCIALISÉES ET ATELIERS D'ÉLEVAGE

Source : Produit Brut Standard (PBS) 2013 applicable à la région Bourgogne-Franche-Comté sur la base d'un référentiel de 920€/ha de PBS moyenne en grandes cultures

Cultures spéciales et pérennes (hors viticulture)	Unité	Pondération
Surfaces herbagères	ha	1
SCOP (Surfaces en Céréales, Oléagineux et Protéagineux)	ha	1
Pommes de terre (y compris les primeurs et les plants)	ha	6
Betteraves sucrières (à l'exception des semences)	ha	3
Tabac	ha	8
Houblon	ha	6
Plantes aromatiques, médicinales et condimentaires	ha	2
Légumes frais, melons, fraises, culture de plein champ	ha	7
Légumes frais, melons, fraises, culture maraîchère	ha	24
Légumes frais, melons, fraises, sous serre ou sous autre abri (accessible)	ha	139
Fleurs et plantes ornementales (non compris pépinières) de plein air ou sous abri bas (non accessible)	ha	53
Fleurs et plantes ornementales (non compris pépinières) sous serre ou sous autre abri (accessible)	ha	250
Baies	ha	11
Fruits à coque	ha	4
Pépinières	ha	23
Autres cultures permanentes*	ha	9
Cultures permanentes* sous serre	ha	83
Arbres de Noël	ha	16
Champignons	Pour 100m <sup>2</sup>	7
Espèce fruitière	ha	10
Ateliers appréciés comme Hors-Sol (au sens de l'article 4, 3.)		Pondération
Équidés de plus de deux ans (Chevaux de monte et/ou Juments reproductrices)	Pour 10 têtes	38
Porcelets d'un poids vif de moins de 20 kg	Pour 10 têtes	1
Truies reproductrices de 50 kg ou plus	Pour 10 têtes	15
Autres porcins	Pour 10 têtes	3
Poulets de chair	Pour 1000 têtes	12
Poules pondeuses	Pour 1000 têtes	16
Dindes	Pour 1000 têtes	30
Autres volailles	Pour 1000 têtes	12
Canards	Pour 1000 têtes	29
Oies	Pour 1000 têtes	34
Autres palmipèdes	Pour 1000 têtes	24
Lapines mères	Pour 10 têtes	2

Concernant les activités d'élevage, les pondérations sont appliquées en tenant compte de la capacité nominale d'accueil des bâtiments

\* : La production d' « autres cultures permanentes » est composée de :

- autres fruits à coque : amandier, châtaignier, noisetier,
- olivier d'olive à huile ou de bouche,
- jonc, mûrier, osier et arbre truffier.

## POUR LES PARCELLES A CARACTÈRE VITICOLE

Pour les parcelles non plantées en vigne :

- les parcelles en attente de plantation sont appréciées avec les mêmes coefficients que l'AOC de replantation ;
- les autres parcelles situées dans une aire d'appellation contrôlée mais cultivées en SCOP et/ou prairie ne font pas l'objet de pondération.

### APPELLATIONS RÉGIONALES

Régionales – Bourgogne & Crémant	Couleur	Pondération
BOURGOGNE	Indifférent	4
BOURGOGNE COTE D'OR	Indifférent	
BOURGOGNE HAUTES COTES DE BEAUNE	Indifférent	
BOURGOGNE HAUTES COTES DE NUITS	Indifférent	
BOURGOGNE CHITRY	Indifférent	
BOURGOGNE COTES D'AUXERRE	Indifférent	
BOURGOGNE EPINEUIL	Rouge	
BOURGOGNE PASSE TOUT GRAIN	Rouge	
COTEAUX BOURGUIGNONS	Indifférent	
BOURGOGNE ALIGOTE	Blanc	
BOURGOGNE COULANGES LA VINEUSE	Indifférent	
BOURGOGNE TONNERRE	Blanc	
BOURGOGNE COTE CHALONNAISE	Indifférent	
BOURGOGNE COTE DU COUCHOIS	Indifférent	

### AUTRES APPELLATIONS

Autres	Couleur	Pondération
Vin de France	Indifférent	1
IGP Bourgogne Franche Comté		2

### CÔTE D'OR

Côte d'Or communales groupe A	Couleur	Pondération
AUXEY DURESSES	Indifférent	8
BEAUNE	Indifférent	
CHASSAGNE MONTRACHET	Rouge	
CHOREY LES BEAUNE	Indifférent	
COTE DE BEAUNE	Indifférent	
COTE DE BEAUNE VILLAGES	Rouge	
COTE DE NUITS VILLAGES	Indifférent	
FIXIN	Rouge	
LADOIX	Indifférent	
MARSANNAY	Indifférent	
MEURSAULT	Rouge	
MONTHELIE	Indifférent	
PERNAND VERGELESSES	Indifférent	
SAINT AUBIN	Rouge	
SAINT ROMAIN	Indifférent	
SANTENAY	Indifférent	
SAVIGNY LES BEAUNE	Indifférent	

Côte d'Or communales groupe B	Couleur	Pondération
FIXIN	Blanc	13
SAINT AUBIN	Blanc	
ALOXE CORTON	Rouge	
VOLNAY	Rouge	
MOREY SAINT DENIS	Indifférent	
NUITS SAINT GEORGES	Rouge	
POMMARD	Rouge	

Côte d'Or communales Groupe C	Couleur	Pondération
CHAMBOLLE MUSIGNY	Rouge	23
CHASSAGNE MONTRACHET	Blanc	
GEVREY CHAMBERTIN	Rouge	
MEURSAULT	Blanc	
PULIGNY MONTRACHET	Blanc	
VOSNE ROMANEE	Rouge	
VOUGEOT	Rouge	

Côte d'Or 1er crus groupe A	Couleur	Pondération
AUXEY DURESSES 1ER CRU	Indifférent	9
BEAUNE 1ER CRU	Indifférent	
LADOIX 1ER CRU	Rouge	
MONTHELIE 1ER CRU	Indifférent	
PERNAND VERGELESSES 1ER CRU	Rouge	
SAINT AUBIN 1ER CRU	Rouge	
SANTENAY 1ER CRU	Rouge	
SAVIGNY LES BEAUNE 1ER CRU	Indifférent	

Côte d'Or 1er crus Groupe B	Couleur	Pondération
CHASSAGNE MONTRACHET 1ER CRU	Rouge	15
FIXIN 1ER CRU	Rouge	
LADOIX 1ER CRU	Blanc	
PERNAND VERGELESSES 1ER CRU	Blanc	
SAINT AUBIN 1ER CRU	Blanc	
SANTENAY 1ER CRU	Blanc	
ALOXE CORTON 1ER CRU	Rouge	
POMMARD 1ER CRU	Rouge	
VOLNAY 1ER CRU	Rouge	

Côte d'Or 1er cru Groupe C	Couleur	Pondération
CHAMBOLLE MUSIGNY 1ER CRU	Rouge	29
CHASSAGNE MONTRACHET 1ER CRU	Blanc	
GEVREY CHAMBERTIN 1ER CRU	Rouge	
MEURSAULT 1ER CRU	Blanc	
MOREY SAINT DENIS 1ER CRU	Rouge	
NUITS SAINT GEORGES 1ER CRU	Indifférent	
PULIGNY MONTRACHET 1ER CRU	Rouge	
VOSNE ROMANEE 1ER CRU	Rouge	
VOUGEOT 1ER CRU	Rouge	

Côte d'Or groupe Grands Crus Groupe A	Couleur	Pondération
BONNES MARES	Rouge	59
CHAPELLE CHAMBERTIN	Rouge	
CHARMES CHAMBERTIN	Rouge	
CLOS DE LA ROCHE	Rouge	
CLOS DE VOUGEOT	Rouge	
CLOS SAINT DENIS	Rouge	
CORTON	Indifférent	
CORTON CHARLEMAGNE	Blanc	
ECHÉZEUX	Rouge	
GRANDS ECHÉZEUX	Rouge	
LATRICIERES CHAMBERTIN	Rouge	

Côte d'Or groupe Grands Crus Groupe B	Couleur	Pondération
BATARD MONTRACHET	Blanc	133
BIENVENU E BATARD MONTRACHET	Blanc	
CHAMBERTIN	Rouge	
CHAMBERTIN CLOS DE BEZE	Rouge	
CHEVALIER MONTRACHET	Blanc	
CRIOIS BATARD MONTRACHET	Blanc	
GRIOTTES CHAMBERTIN	Rouge	
MONTRACHET	Blanc	
RICHEBOURG	Rouge	
ROMANEE SAINT VIVANT	Rouge	
RUCHOTTES CHAMBERTIN	Rouge	
MAZIS CHAMBERTIN	Rouge	
MUSIGNY	Rouge	
LA ROMANEE	Rouge	
LA TACHE	Rouge	
MAZOYERES CHAMBERTIN	Rouge	
ROMANEE CONTI	Rouge	
CLOS DE TART	Rouge	

## SAÔNE ET LOIRE & Région AURA

Saône et Loire groupe Mâcon	Couleur	Pondération
MACON	Indifférent	4
MACON + NOM DE COMMUNE	Indifférent	
MACON VILLAGES	Blanc	

Saône et Loire: 1 ers crus	Couleur	Pondération
GIVRY 1ER CRU	Indifférent	8
MARANGES 1ER CRU	Indifférent	
MERCUREY 1ER CRU	Indifférent	
MONTAGNY 1ER CRU	Blanc	
RULLY 1ER CRU	Indifférent	
PUILLY FUISSE 1er CRU	Blanc	

Saône et Loire: crus du Beaujolais	Couleur	Pondération
BEAUJOLAIS	Indifférent	4
CHENAS		
JULIENAS		
MOULIN A VENT		
SAIN AMOUR		

Saône et Loire: Communale	Couleur	Pondération
Bouzeron	Blanc	7
MARANGES	Indifférent	
MERCUREY	Indifférent	
MONTAGNY	Blanc	
RULLY	Indifférent	
GIVRY	Indifférent	
POUILLY FUISSE	Blanc	
POUILLY LOCHE	Blanc	
POUILLY VINZELLES	Blanc	
SAIN VERAN	Blanc	
VIRE-CLESSE	Blanc	

## YONNE

Yonne groupe A	Couleur	Pondération
PETIT CHABLIS	Blanc	5
SAINT BRIS	Blanc	
IRANCY	Rouge	
VEZELAY	Blanc	

Yonne groupe B	Couleur	Pondération
CHABLIS	Blanc	11
CHABLIS 1ER CRU		

Yonne groupe C	Couleur	Pondération
CHABLIS GRAND CRU	Blanc	22

## JURA

Jura	Couleur	Pondération
Livraison de raisins	Indifférent	8
Production de raisin		5

## NIÈVRE

Nièvre	Couleur	Pondération
Coteaux du Giennois – AOC	Indifférent	3
Pouilly – AOC	Blanc	8
Côte de la Charité – IGP	Indifférent	3
Coteaux de Tannay – IGP	Indifférent	
Vin de Livry	Indifférent	

## Annexe 3 - Équivalences relatives au calcul de la dimension économique

### POUR LES CULTURES SPÉCIALISÉES ET ATELIERS D'ÉLEVAGE

Source (sur la base d'un référentiel de 920€/ha de PBS moyenne en grandes cultures) :

- Produit Brut Standard (PBS) 2013 applicable à la région Bourgogne-Franche-Comté
- Barèmes « calamité » 2020
- Données RICA 2016 pour les OTEX prépondérantes en région Bourgogne-Franche-Comté

Cultures spéciales et pérennes (hors viticulture)	Unité	Pondération
SCOP (Surfaces en Céréales, Oléagineux et Protéagineux)	ha	1
Pommes de terre (y c les primeurs et les plants)	ha	6
Betteraves sucrées (à l'exception des semences)	ha	3
Tabac	ha	8
Houblon	ha	6
Plantes aromatiques, médicinales et condimentaires	ha	2
Légumes frais, melons, fraises, culture de plein champ	ha	7
Légumes frais, melons, fraises, culture maraîchère	ha	24
Légumes frais, melons, fraises, sous serre ou sous autre abri (accessible)	ha	139
Fleurs et plantes ornementales (non compris pépinières) de plein air ou sous abri bas (non accessible)	ha	53
Fleurs et plantes ornementales (non compris pépinières) sous serre ou sous autre abri (accessible)	ha	250
Baies	ha	11
Fruits à coque	ha	4
Pépinières	ha	23
Autres cultures permanentes*	ha	9
Cultures permanentes* sous serre	ha	83
Arbres de Noël	ha	16
Champignons	Pour 100m2	7
Espèce fruitière	ha	10
ÉLEVAGE		Pondération
Brebis Viande	Pour 10 têtes	3
Bovins « lait » de 1 à 2 ans (mâles à l'engraissement)	Pour 10 têtes	11
Équidés (Chevaux de monte)	Pour 10 têtes	38
Équidés (Juments reproductrices d'élevage)	Pour 10 têtes	5
Ovin Caprin Lait non transformé (Brebis ou chèvre en production)	Pour 10 têtes	6
Ovin Caprin Lait fromager (Brebis ou chèvre en production)	Pour 10 têtes	13
Porcelets d'un poids vif de moins de 20 kg	Pour 10 têtes	1
Truies reproductrices de 50 kg ou plus	Pour 10 têtes	15
Autres porcins	Pour 10 têtes	3
Poulets de chair	Pour 1000 têtes	12
Poules pondeuses	Pour 1000 têtes	16
Autres volailles	Pour 1000 têtes	12
Dindes	Pour 1000 têtes	30
Canards	Pour 1000 têtes	29
Oies	Pour 1000 têtes	34
Autres palmipèdes	Pour 1000 têtes	24
Lapines mères	Pour 10 têtes	2
ÉLEVAGE LAITIER		Pondération
Production de lait AOP	Pour 100 000 litres	56
Production de lait « standard »	Pour 100 000 litres	40
ÉLEVAGE ALLAITANT		Pondération
Vaches Allaitantes	Pour 10 têtes	11

Concernant les activités d'élevage, les pondérations sont appliquées en tenant compte de la capacité nominale d'accueil des bâtiments (hors production laitière)

\* : Cf Annexe 2

## POUR LES PARCELLES A CARACTÈRE VITICOLE

Pour les parcelles non plantées en vigne :

- les parcelles en attente de plantation sont appréciées avec les mêmes coefficients que l'AOC de replantation ;
- les autres parcelles situées dans une aire d'appellation contrôlée mais cultivées en SCOP et/ou prairie ne font pas l'objet de pondération.

### APPELLATIONS RÉGIONALES

Régionales – Bourgogne & Crémant	Couleur	Pondération
BOURGOGNE	Indifférent	4
BOURGOGNE COTE D'OR	Indifférent	
BOURGOGNE HAUTES COTES DE BEAUNE	Indifférent	
BOURGOGNE HAUTES COTES DE NUITS	Indifférent	
BOURGOGNE CHITRY	Indifférent	
BOURGOGNE COTES D'AUXERRE	Indifférent	
BOURGOGNE EPINEUIL	Rouge	
BOURGOGNE PASSE TOUT GRAIN	Rouge	
COTEAUX BOURGUIGNONS	Indifférent	
BOURGOGNE ALIGOTE	Blanc	
BOURGOGNE COULANGES LA VINEUSE	Indifférent	
BOURGOGNE TONNERRE	Blanc	
BOURGOGNE COTE CHALONNAISE	Indifférent	
BOURGOGNE COTE DU COUCHOIS	Indifférent	

### AUTRES APPELLATIONS

Autres	Couleur	Pondération
Vin de France	Indifférent	1
IGP Bourgogne Franche Comté		2

### CÔTE D'OR

Côte d'Or communales groupe A	Couleur	Pondération
AUXEY DURESSES	Indifférent	8
BEAUNE	Indifférent	
CHASSAGNE MONTRACHET	Rouge	
CHOREY LES BEAUNE	Indifférent	
COTE DE BEAUNE	Indifférent	
COTE DE BEAUNE VILLAGES	Rouge	
COTE DE NUITS VILLAGES	Indifférent	
FIXIN	Rouge	
LADOIX	Indifférent	
MARSANNAY	Indifférent	
MEURSAULT	Rouge	
MONTHELIE	Indifférent	
PERNAND VERGELESSES	Indifférent	
SAINT AUBIN	Rouge	
SAINT ROMAIN	Indifférent	
SANTENAY	Indifférent	
SAVIGNY LES BEAUNE	Indifférent	

Côte d'Or communales groupe B	Couleur	Pondération
FIXIN	Blanc	13
SAINT AUBIN	Blanc	
ALOXE CORTON	Rouge	
VOLNAY	Rouge	
MOREY SAINT DENIS	Indifférent	
NUITS SAINT GEORGES	Rouge	
POMMARD	Rouge	

Côte d'Or communales Groupe C	Couleur	Pondération
CHAMBOLLE MUSIGNY	Rouge	23
CHASSAGNE MONTRACHET	Blanc	
GEVREY CHAMBERTIN	Rouge	
MEURSAULT	Blanc	
PULIGNY MONTRACHET	Blanc	
VOSNE ROMANEE	Rouge	
VOUGEOT	Rouge	

Côte d'Or 1er crus groupe A	Couleur	Pondération
AUXEY DURESSES 1ER CRU	Indifférent	9
BEAUNE 1ER CRU	Indifférent	
LADOIX 1ER CRU	Rouge	
MONTHELIE 1ER CRU	Indifférent	
PERNAND VERGELESSES 1ER CRU	Rouge	
SAINT AUBIN 1ER CRU	Rouge	
SANTENAY 1ER CRU	Rouge	
SAVIGNY LES BEAUNE 1ER CRU	Indifférent	

Côte d'Or 1er crus Groupe B	Couleur	Pondération
CHASSAGNE MONTRACHET 1ER CRU	Rouge	15
FIXIN 1ER CRU	Rouge	
LADOIX 1ER CRU	Blanc	
PERNAND VERGELESSES 1ER CRU	Blanc	
SAINT AUBIN 1ER CRU	Blanc	
SANTENAY 1ER CRU	Blanc	
ALOXE CORTON 1ER CRU	Rouge	
POMMARD 1ER CRU	Rouge	
VOLNAY 1ER CRU	Rouge	

Côte d'Or 1er cru Groupe C	Couleur	Pondération
CHAMBOLLE MUSIGNY 1ER CRU	Rouge	29
CHASSAGNE MONTRACHET 1ER CRU	Blanc	
GEVREY CHAMBERTIN 1ER CRU	Rouge	
MEURSAULT 1ER CRU	Blanc	
MOREY SAINT DENIS 1ER CRU	Rouge	
NUITS SAINT GEORGES 1ER CRU	Indifférent	
PULIGNY MONTRACHET 1ER CRU	Rouge	
VOSNE ROMANEE 1ER CRU	Rouge	
VOUGEOT 1ER CRU	Rouge	

Côte d'Or groupe Grands Crus Groupe A	Couleur	Pondération
BONNES MARES	Rouge	59
CHAPELLE CHAMBERTIN	Rouge	
CHARMES CHAMBERTIN	Rouge	
CLOS DE LA ROCHE	Rouge	
CLOS DE VOUGEOT	Rouge	
CLOS SAINT DENIS	Rouge	
CORTON	Indifférent	
CORTON CHARLEMAGNE	Blanc	
ECHÉZEUX	Rouge	
GRANDS ECHÉZEUX	Rouge	
LATRICIERES CHAMBERTIN	Rouge	

Côte d'Or groupe Grands Crus Groupe B	Couleur	Pondération
BATARD MONTRACHET	Blanc	133
BIENVENUE BATARD MONTRACHET	Blanc	
CHAMBERTIN	Rouge	
CHAMBERTIN CLOS DE BEZE	Rouge	
CHEVALIER MONTRACHET	Blanc	
CRIOTS BATARD MONTRACHET	Blanc	
GRIOTTES CHAMBERTIN	Rouge	
MONTRACHET	Blanc	
RICHEBOURG	Rouge	
ROMANEE SAINT VIVANT	Rouge	
RUCHOTTES CHAMBERTIN	Rouge	
MAZIS CHAMBERTIN	Rouge	
MUSIGNY	Rouge	
LA ROMANEE	Rouge	
LA TACHE	Rouge	
MAZOYERES CHAMBERTIN	Rouge	
ROMANEE CONTI	Rouge	
CLOS DE TART	Rouge	

## SAÔNE ET LOIRE & Région AURA

Saône et Loire groupe Mâcon	Couleur	Pondération
MACON	Indifférent	4
MACON + NOM DE COMMUNE	Indifférent	
MACON VILLAGES	Blanc	

Saône et Loire: 1ers crus	Couleur	Pondération
GIVRY 1ER CRU	Indifférent	8
MARANGES 1ER CRU	Indifférent	
MERCUREY 1ER CRU	Indifférent	
MONTAGNY 1ER CRU	Blanc	
RULLY 1ER CRU	Indifférent	
PUILLY FUISSE 1er CRU	Blanc	

Saône et Loire: crus du Beaujolais	Couleur	Pondération
BEAUJOLAIS	Indifférent	4
CHENAS		
JULIENAS		
MOULIN A VENT		
SAINT AMOUR		

Saône et Loire: Communale	Couleur	Pondération
Bouzeron	Blanc	7
MARANGES	Indifférent	
MERCUREY	Indifférent	
MONTAGNY	Blanc	
RULLY	Indifférent	
GIVRY	Indifférent	
POUILLY FUISSE	Blanc	
POUILLY LOCHE	Blanc	
POUILLY VINZELLES	Blanc	
SAINT VERAN	Blanc	
VIRE-CLESSE	Blanc	

## YONNE

Yonne groupe A	Couleur	Pondération
PETIT CHABLIS	Blanc	5
SAINT BRIS	Blanc	
IRANCY	Rouge	
VEZELAY	Blanc	

Yonne groupe C	Couleur	Pondération
CHABLIS GRAND CRU	Blanc	22

Yonne groupe B	Couleur	Pondération
CHABLIS	Blanc	11
CHABLIS 1ER CRU		

## JURA

Jura	Couleur	Pondération
Livraison de raisins	Indifférent	8
Production de raisin		5

## NIÈVRE

Nièvre	Couleur	Pondération
Coteaux du Giennois – AOC	Indifférent	3
Pouilly – AOC	Blanc	8
Côte de la Charité – IGP	Indifférent	3
Coteaux de Tannay – IGP	Indifférent	
Vin de Livry	Indifférent	

## Méthodologie de calcul de la dimension économique

Avant reprise, la situation du candidat à la reprise de foncier au regard de la DEV est appréciée de la manière suivante :

### POUR LES SURFACES, AUTRES PRODUCTIONS ET CULTURES SPÉCIALES OU PÉRENNES

- l'ensemble des surfaces exploitées (de manière directe ou indirecte, indépendamment du taux de prise de participation ou de contrôle) sont prise en considération ;
- après application des équivalences listées dans la présente annexe ;
- les surfaces de type « herbagères » (pâtures, prés, prairies permanentes ou temporaires, etc.) ne sont pas prises en considération ;
- Les surfaces de type « maïs ensilage », Sorgho et Betterave fourragère, ne sont pas prises en considération (sauf si celles-ci visent à alimenter une installation de type méthaniseur).

### POUR LES ACTIFS

- Prise en considération de la valeur d'actif prévue au 2) de l'article 5 du présent arrêté
- Le coefficient de 0,2 prévu par exploitation (individuelle ou personne morale) est repris autant de fois que nécessaire en cas de participation multiple à d'autres sociétés ;
- L'ensemble des actifs, par structure en cas de participation multiple à d'autres sociétés, est pris en considération ; un même actif ne peut être compté qu'une seule fois, au regard de son statut préférentiel.

$$\text{Dimension Économique} = \frac{\sum_{\text{production}} \text{production (surface ou quantité)} \times \text{équivalent}}{\text{Valeur d'actif}}$$

Exemple :

1 ) GAEC - 2 associés exploitants à titre principal n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite

Productions :

- Contrat lait standard 400 000 L
- 40 ha de SCOP
- 5 ha de cultures légumières de plein champ
- 150 places de porcs à l'engrais

Valeur d'actif = 1,8 soit :

- GAEC : 0,2
- Associés exploitants :  $2 \times 0,8 = 1,6$

Surfaces Agricoles Utiles Pondérées = 235 ha de SAUp soit:

- 400 000 l de lait standard :  $4 \times 40 = 160$
- 40 ha de SCOP :  $40 \times 1 = 40$
- 5 ha de cultures légumières de plein champ :  $5 \times 7 = 35$
- 150 places de porcs à l'engrais : Inférieur au seuil de prise en considération.

**Degré d'atteinte de la DEV (SAUp / Valeur d'actif) =  $235 / 1,8 = 130,55$  de SAUp / Actif**

2) Exploitation individuelle (un chef d'exploitation à titre principal + un salarié) – Le chef d'exploitation est par ailleurs associé exploitant dans une EARL (composée de deux associés exploitants à titre principal).

Productions en individuel :

- 85ha de SCOP
- 50ha de prairie
- 75 Vaches allaitantes

Production de l'EARL :

- 250ha de SCOP

Valeur d'actif : 2,7 soit

- Exploitation individuelle :  $0,2 = 0,2$
- Chef d'exploitation à titre principal :  $1 \times 0,8 = 0,8$
- Salarié :  $1 \times 0,7 = 0,7$
  
- Pour l'EARL :  $0,2 = 0,2$
- Autre associé Chefs d'exploitation à titre principal :  $0,8$

Surfaces Agricoles Utiles Pondérées = 417,5 ha de SAUp soit :

- 85 ha de SCOP :  $85 \times 1 = 85$
- 50 ha de prairie : 0 (les surfaces herbagères ne sont pas prises en compte)
- 75 vaches allaitantes :  $(75 / 10) \times 11 = 82,5$
- 250 ha de SCOP (EARL) :  $250 \times 1 = 250$

**Degré d'atteinte de la DEV (SAUp / Valeur d'actif) =  $417,5 / 2,7 = 154,5$  de SAUp / Actif**

## Annexe 4 – Grille de sélection

Critères	Type de point	Valeur (Non écartée)	
<b>Dimension économique et viabilité</b>		<b>40</b>	
Notation du projet d'installation sur la base de la pertinence du projet économique	<b>Variable</b>	0 à 20 pts selon la pertinence du projet	20
Degré d'atteinte de la Dimension économique viable renseignée au SDREA (une seule ligne possible)	<b>Fixe</b>	≤ DEV	10
		≤ 1,5 DEV	5
		> 1,5 DEV	0
"Vivabilité" du projet (condition de travail et bien être des exploitants)	<b>Fixe</b>	0 ou 10 pts si le projet contribue à améliorer les conditions de travail	10
<b>Diversité des productions</b>		<b>25</b>	
Foncier nécessaire pour l'installation d'une nouvelle exploitation (ou atelier) en production peu présente sur le territoire (y compris ateliers hors sol)	<b>Fixe</b>	5	
Développement de circuits courts et/ou de proximité		10	
Préervations des filières existantes et des outils de travail associés (abattoir, etc.)		10 pts si le projet permet de préserver une filière en SIQO ou un outil d'abattage/transformation collectif	10
<b>Performance environnementale</b>		<b>50</b>	
Conduite en agriculture biologique (conversion et maintien)	<b>Fixe</b>	30	
Engagements environnementaux (MAEC, PSE, HVE3, Plantation de Haies, GIEE/30000/DEPHY, bail rural à clause environnementale, mise en œuvre de mesures dans les programmes d'actions de périmètre de captage)		10	
Adaptation au changement climatique (autonomie des exploitations, label bas carbone, accès à la ressource en eau)		10	
<b>Structure parcellaire</b>		<b>40</b>	
Structure parcellaire de l'exploitation	<b>Variable</b>	0 à 40 pts sur la base de l'analyse cartographique	40
Parcelles joignantes ou enclavées			
Contraintes sanitaires			
<b>Degré de participation, situation personnelle du demandeur ET Niveau de formation</b>		<b>45</b>	
Projet d'installation via parcours aidé	<b>Fixe</b>	20	
Autres demandes : Niveau de formation et/ou de qualification et/ou Expérience professionnelle	<b>Variable</b>	0 à 20 pts sur la base de l'analyse de la situation personnelle	20
Statut du demandeur – Degré de participation à l'exploitation agricole – Caractère familiale de l'exploitation	<b>Variable</b>	10 pts de base; 0 pts si exclusivement associés non exploitants	10
Reprise suite à décès ou incapacité du conjoint / du parent - Agrandissement ou réinstallation d'un agriculteur évincé	<b>Variable</b>	0 à 15 pts sur la base de l'analyse de la situation personnelle	15
			<b>200</b>